

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

- Le mythe portugais du double pouvoir 1
- Le marxisme et la Russie 11

LA CRISE DE 1926 DANS LE P.C. RUSSE ET L'INTERNATIONALE

- Introduction 27
- Lettre d'A. Bordiga à K. Korsch (octobre 1926) 31
- La Gauche communiste d'Italie face au débat dans le parti russe 35

- La « relance de la consommation populaire » ou l'élixir du docteur Marchals 53

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI

la revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Le mythe portugais du double pouvoir

Le 9 mars 1917, ironisant sur les cris au miracle de la bourgeoisie russe et internationale à la nouvelle du brusque effondrement de l'autocratie tsariste, Lénine écrivait de Zurich : « Ni la nature ni l'histoire ne connaissent de miracles ; mais chaque tournant brusque de l'histoire, et notamment chaque révolution, offre une telle richesse de contenu, met en jeu des combinaisons si inattendues et si originales de formes de lutte et de rapports entre les forces en présence que, *pour un esprit vulgaire, bien des choses doivent paraître miraculeuses* » (1).

Deux forces principales, dont chacune était liée aux conditions *historiques* et *internationales* du passé et du présent, avaient concouru à ce « miracle » : d'une part la sainte alliance de la bourgeoisie et de la grande propriété foncière, « avec tous ses valets inconscients et tous ses chefs conscients en la personne des ambassadeurs et des capitalistes anglo-français », qui était arrivée au pouvoir non seulement sur la lancée mais *en fonction* de la guerre impérialiste dont elle devait permettre la poursuite la plus efficace jusqu'à la victoire recherchée ; d'autre part, la classe ouvrière organisée dans les Soviets de ses « députés », qui avait gardé le souvenir des luttes gigantesques de 1905 et de la longue guerre de position des années suivantes, avec à sa suite les « paysans en uniforme » d'abord, en blouse ensuite. Dans l'esprit des bourgeois, des propriétaires fonciers et des aide-régisseurs de ce « vigoureux accélérateur » qu'était le conflit impérialiste, dans les espoirs de l'opportunisme qui avait entièrement lié ses destinées au sort du conflit et donc de l'ordre bourgeois en nouvel habit démocratique, ces deux forces ne faisaient et ne devaient faire qu'un seul bloc. Lénine, lui, avait en tête les « intérêts de classe *absolument hétérogènes*, les tendances politiques et sociales *absolument opposées* » qui faisaient de ce qui était *en apparence*

(1) Lénine, *Lettres de loin*, I. *Œuvres*, tome 23, p. 325 et suivantes (souligné par nous).

un bloc le théâtre d'une lutte non pas occasionnelle mais *historique*, et le *début* de quelque chose de bien plus vaste : la révolution prolétarienne internationale déchaînée contre l'« *imbroglio sanglant* » liant les uns aux autres « les puissances belligérantes, les groupes belligérants de capitalistes, les maîtres du régime capitaliste, de l'esclavage capitaliste ».

Ces forces, la guerre les avait brusquement mises en mouvement : ensemble — mais ensemble *objectivement* seulement — elles avaient donné le coup de grâce au tsarisme. Mais ce que les bien-pensants du monde entier prenaient pour un miracle en avait provoqué un autre, qu'ils n'avaient pas prévu, mais que le marxisme, lui, attendait : ce « miracle »-là, c'était moins la reprise des antagonismes et donc de la lutte de classe, que la cristallisation en *deux* pouvoirs distincts et inconciliables de ces antagonismes et des classes correspondantes, qui convergeaient l'espace d'un instant seulement dans une tâche « commune ». Ces deux pouvoirs opposés étaient d'une part le gouvernement bourgeois des octobristes et des cadets (« qui veut mener la guerre impérialiste « jusqu'au bout », et qui est en réalité le commis de la firme financière « Angleterre-France »), et d'autre part le Soviet, « organisation des ouvriers, *embryon du gouvernement ouvrier*, représentant des intérêts de l'ensemble des masses pauvres [qui aspirent] à la *paix*, au *pain*, à la *liberté* » ; un embryon de gouvernement, sans doute, mais avec *ses* détachements armés, *ses* corps de police, *ses* organes d'administration, *ses* premiers coups de bélier contre l'appareil d'Etat en place, *ses* incursions dans le « sanctuaire » de la hiérarchie militaire, sa *tendance* irrésistible à se propager des villes aux campagnes, en se *substituant* — au nom précisément des aspirations élémentaires des masses les plus pauvres et exploitées — au pouvoir de fait et de droit. Et embryon de pouvoir, cela voulait dire embryon d'Etat, c'est-à-dire de l'organe dont les marxistes, à la différence des anarchistes, savent qu'ils *auront* besoin ; cela voulait donc dire le germe d'une *dictature*.

« Situation originale », dira Lénine aux vieux bolchéviks qui s'en tenaient au critère paralysant de la « révolution bourgeoise non encore achevée ». Originale non pas parce qu'elle aurait contredit la prévision de 1905, mais parce que le « régisseur tout-puissant », la guerre mondiale, avait raccourci les étapes *prévues* du cataclysme social russe, portant d'un coup *la classe ouvrière à la tête* des paysans, et auparavant des soldats, et touchant « *de près* à la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie » (2). « Situation originale », non pas parce que l'histoire n'en aurait pas connu d'autres exemples (pendant toute l'année 1917, Lénine ne cessera de faire référence à la Commune de Paris, non seulement de 1871 mais aussi de 1792-1793, et Trotsky, treize ans plus tard, évoquera dans *l'Histoire de la révolution russe* l'armée nouveau modèle de Cromwell), mais parce que l'enchaînement de fer des faits *objectifs* avait mis de façon urgente à l'ordre du jour, pour les classes exploitées, un pouvoir non créé et encore moins lié par la *loi* existante, ouvrant ainsi une brèche dans le cadre du nouveau « pouvoir légitime » et de la société dont il était le rempart.

(2) Lénine, *Les tâches du prolétariat dans notre révolution*. Œuvres, tome 24, p. 52.

L'originalité de la situation ne s'arrêtait pas là. Comme Lénine le proclamera au 1^{er} Congrès des Soviets en juin 1917, elle résidait dans l'existence d'un parti qui ne se contentait pas de « prendre acte » de la réalité de deux pouvoirs engagés dans une lutte inconciliable (les bourgeois et leurs laquais opportunistes le faisaient aussi, encore que pour des raisons diamétralement opposées), mais qui proclamait que quiconque appuyait et poussait les ouvriers à appuyer le gouvernement « légitime » était « *traître* aux ouvriers, *traître* à la cause du prolétariat, à la cause de la paix et de la liberté ». Ce parti assumait la tâche de « consolider, étendre, développer la fonction, l'importance et la force du Soviet des députés ouvriers », avant tout *en armant les ouvriers*, et donc en approfondissant la brèche au lieu de la combler ; il savait que l'« enchevêtrement », l'« amalgame » entre la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat et de la paysannerie « ne peut durer longtemps » (3), mais durerait d'autant plus qu'on aurait laissé la gangrène de « l'intoxication petite bourgeoise », de l'attrait trompeur et corrompateur de l'« unité », de l'emprise de la « phrase révolutionnaire » au lieu du contenu, de l'appel à soutenir le gouvernement légal pour « combattre » la « réaction aux aguets » (4), pénétrer et corrompre (cela commençait déjà, et en avril le processus sera *rapide*) des organes prolétariens encore jeunes et faibles, pour le plus grand bénéfice de la bourgeoisie.

Cette conviction n'était pas le fruit de l'illumination géniale d'un individu ; elle était le résultat du *bilan historique* de trois quarts de siècle de luttes prolétariennes. Comme l'écrit justement Trotsky : « Aucune classe historiquement définie ne s'élève d'une situation subalterne à la domination subitement, en une nuit, quand bien même ce serait une nuit de révolution. Elle doit déjà, la veille, occuper une position *extrêmement indépendante à l'égard de la classe officiellement dominante* [...] La dualité de pouvoirs non seulement ne suppose pas, mais généralement exclut le partage de l'autorité à parties égales et, en somme, tout équilibre formel des autorités. C'est un fait non constitutionnel, mais révolutionnaire [...] [La dualité de pouvoirs] se manifeste là où les classes ennemies s'appuient déjà sur des organisations d'Etat *foncièrement incompatibles* — l'une périmée, l'autre se formant — qui, à chaque pas, se repoussent entre elles dans le domaine de la direction du pays » (5). Mais cet état de fait, qui *en soi* représente une conquête, *n'a rien de définitif* ; on peut le perdre *en l'espace d'une nuit* alors qu'il a fallu des mois et des mois pour le produire, et cela se comprend, puisqu'il s'agit

(3) La phrase est de Lénine (*ibid.*, p. 53). Quant à Trotsky, il écrit : « Par sa nature même, une telle situation [la dualité de pouvoirs] ne peut être stable. La société a besoin d'une concentration du pouvoir et, soit dans la classe dominante, soit, pour le cas présent, dans les deux classes qui se partagent la puissance, cherche irrésistiblement cette concentration. Le morcellement du pouvoir n'annonce pas autre chose que la guerre civile ». (*Histoire de la Révolution russe*, chapitre « La dualité de pouvoirs », Paris, 1950, p. 205).

(4) « Rien de plus stupide, dira Lénine dès le 14 mars, que la tactique consistant à « soutenir » le nouveau gouvernement afin, soi-disant, de « lutter contre la réaction ». Cette lutte requiert *l'armement du prolétariat* » (*Les tâches du POSDR dans la révolution russe. Œuvres*, tome 23, p. 384 — souligné par nous).

(5) Trotsky, *op. cit.*, pp. 204-205.

là d'une situation hors du commun, d'une réduction à l'absurde (un « absurde » positif, à condition de ne pas s'endormir sur ses lauriers) de la « compatibilité des antagonismes de classe ». Ce n'est pas un hasard si en évoquant le souvenir de la Commune de Paris, Lénine écrit qu'« un Etat *du type* de la Commune de Paris » existe en Russie non seulement « pour autant que les Soviets existent » mais « *pour autant qu'ils sont le pouvoir* » et qu'ils ne cèdent pas « [leurs] positions à la bourgeoisie » (6). Ce n'est pas un hasard si, derrière l'assaut au ciel des prolétaires de « Saint-Pétersbourg », il voit le spectre des Cavaignac de juin 1848 avant même celui des Galiffet de mai 1871. Ou bien aller jusqu'au bout, ou bien battre en retraite jusqu'à la capitulation !

Une révolution, même battue, peut avoir eu le privilège de naître, comme celle de février 1917, avec des antagonismes de classe *pleinement déployés*, avec les formes correspondantes de leur *alignement organisé* déjà toutes prêtes, au lieu de voir le jour sous le signe de tout ce qui en février 1848 avait préparé la défaite et le massacre de juin : l'« abstraction débonnaire des antagonismes de classe », l'« équilibre sentimental des intérêts de classe contradictoires », l'« ivresse généreuse de la fraternité » (7), les « trois mois de misère mis à la disposition de la République » et les arbres de la liberté plantés aux accents de *la Marseillaise* (les « œillets » du Portugal avant la lettre) ; *mais elle peut toujours y retomber*. L'existence même de deux pouvoirs — leur *coexistence* — prouve en effet que les bases de la suprématie de l'ancienne classe dominante ont été minées, mais *non détruites*. Or de ces bases renaissent toutes les inerties politiques, sociales, idéologiques du passé, annonciatrices de la contre-attaque ; les influences opportunistes qui couvent à la périphérie de la classe ouvrière, et de là s'infiltrent à l'intérieur, reprennent vigueur ; le pendule de la petite bourgeoisie urbaine et rurale repart dans le sens opposé au mouvement de l'histoire ; l'« autre » pouvoir se renforce, invoque l'ordre, réclame la « fin du chaos », jusqu'au moment où les prolétaires s'aperçoivent, mais trop tard, *qu'il faut en finir*, et tombent sur les barricades d'hélas innombrables Juins.

Est-il besoin de dire qu'il en aurait été de même en Russie, et que jamais la révolution d'Octobre n'aurait vu le jour sans le parti qui de mars à avril — ou plutôt dans la longue préparation qui va de 1905 à 1916 — avait non seulement prévu mais voulu, préparé, organisé l'autre issue, l'issue victorieuse ?

**

Nous avons toujours été à mille lieues, que ce soit avant, pendant ou après le 25 avril, de prendre les œillets de la « révolution portugaise » pour le drapeau rouge du double pouvoir issu de la révolution russe de Février, encore moins pour celui du pouvoir unique, glorieusement seul, issu de la révolution d'Octobre. La « démocratie officielle » qui n'avait à Petrograd,

(6) Lénine, *Sur la dualité du pouvoir. Œuvres*, tome 24, p. 29 (souligné par nous).

(7) Marx, *Les luttes de classe en France*, chapitre « La défaite de juin 1848 », Ed. sociales, p. 52.

selon la phrase de Trotsky, d'autre issue pour sortir de la « dualité de pouvoirs » que de renoncer à sa propre autorité, n'a pas eu besoin à Lisbonne de renoncer à quelque autorité que ce soit *pour la bonne raison qu'elle n'en a jamais eu*, que ses représentants éphémères s'appellent Soares ou Cunhal. Le scandale n'est pas que le 9 octobre 1975 Pinheiro de Azevedo ait ordonné aux soldats de rentrer dans les casernes, aux ouvriers de courber l'échine sur les machines, aux paysans de piocher leur aride lopin de terre, aux travailleurs en général de sortir du chaos de l'indiscipline et de l'« euphorie revendicative » ; ni que le 25 novembre Costa Gomes ait réduit la révolte des parachutistes. Le scandale, c'est que dans tout l'éventail de la soi-disant « extrême-gauche » personne n'ait su voir la conclusion glacée qui s'annonçait derrière les prémises fleuries, ni le *tombeau* de la lutte de classe indépendante derrière le masque de *l'unité à tout prix* — MFA et peuple, peuple et ouvriers ou paysans, généraux et soldats, et ainsi de suite sur tous les tons de la gamme. Le scandale, c'est qu'on ait fait passer pour « dualité de pouvoirs », réelle ou en puissance, ce qui n'était qu'un pouvoir *unique*, et pour des « Soviétiques » les accoutrements en forme d'« assemblées », les fictions « autogestionnaires », les soupapes de sûreté du genre « démocratie directe » qui masquaient l'effort suprême de la classe dominante pour remettre de l'ordre dans le pays après la secousse de la décomposition de l'empire colonial et de l'intégration voulue ou subie dans l'économie européenne (8). Si ses structures internes sont frêles, la bourgeoisie portugaise a des liens internationaux solides, et elle est forte de l'expérience des autres (et entre autres d'un siècle de tutelle britannique). Elle a fait en 1910 une révolution démocratique bourgeoise qui n'a rien eu de « populaire » (9). Elle s'est faite corporative sous Salazar en se payant le luxe de vivre aux côtés d'une Espagne en proie aux secousses sociales et à la guerre civile. Elle a trempé ses héros d'aujourd'hui dans le sang des massacres coloniaux pour Dieu et la Patrie, et elle n'a eu, au moment des comptes, qu'à choisir dans la variété de ses fleurs de serre la plus proche du rouge sans l'être, la plus parfumée à l'odeur de *fraternité*, la plus populairement aristocratique et aristocratiquement populaire. Elle a su « concilier » les antagonismes de classe qui grondaient à la base de l'armée et dans les bagnes des usines en utilisant un remède à l'efficacité historique éprouvée, celui — *Marx dicit* — de la « sympathie universelle », de la lutte sociale n'ayant « acquis qu'une existence vaporeuse, l'existence de la phrase, du verbe », de la suspension du « malentendu terrible qui existe entre les différentes classes » dans la « généreuse ivresse » non seulement de *fraternité*, mais aussi de *liberté*, d'*égalité* et, comme il est désormais d'usage depuis quarante ans (pour ne pas remonter encore une fois à 1848), de *socialisme*. Directement ou indirectement, « l'extrême-gauche » a accepté de qualifier tout cela d'« avancée du pouvoir », de « dualité de pouvoirs », de pré-révolution en marche, voire de révolution tout court, en

(8) Nous ne revenons pas sur ces deux points fondamentaux de la « révolution » portugaise ; le lecteur pourra se reporter à l'article « Portugal : du 25 avril à l'austérité » paru dans le n° 67 de cette revue.

(9) Lénine le rappelle dans *L'Etat et la révolution* (III,1), en la rapprochant à cause de cette caractéristique de celle des Jeunes Turcs (voir *Œuvres*, tome 25, p. 450).

créant une réalité là où il n'y avait qu'illusion, et en jouant avec cette illusion pour éluder la réalité, ou pire encore pour la cacher aux prolétaires, en trahissant ainsi deux fois l'enseignement de Lénine.

Les Soviets de Petrograd et de Moscou étaient nés comme des embryons de pouvoir de la classe dominée *contre* le pouvoir qui était tombé « tout préparé » dans les mains de la bourgeoisie nationale et même internationale. Les organes qu'à Lisbonne l'aveuglement des « gauchistes » a assimilés ou même identifiés aux Soviets sont nés en tant qu'*émanation directe* du pouvoir bourgeois incarné par l'armée. Les premiers avaient donné une expression réelle, et non vainement symbolique, à la *fracture* qui s'était produite dans la société avec la chute de l'autocratie tsariste, en pénétrant par contrecoup l'armée, en opposant les prolétaires et les paysans en uniforme — les simples soldats — à toute la hiérarchie militaire, et en entraînant derrière eux la population rurale. En organisant les ouvriers en corps armés — ne serait-ce que de façon rudimentaire — ils désarmaient les forces officielles de répression de l'Etat ; en revendiquant la paix, ils jetaient les bases de la démobilisation des fronts militaires. Leurs caricatures portugaises, elles, sont nées au sein de l'armée, comme éléments permettant de réabsorber dans sa structure unitaire les poussées centrifuges effectives ou potentielles provenant de la troupe, et de préserver ce rempart de l'ordre établi des répercussions des antagonismes de classe. Avec tous ses grades hiérarchiques au complet, cette structure militaire était encore rendue plus compacte par l'apparence de « démocratie révolutionnaire » instaurée dans ses rangs. Non seulement elle ne s'est pas le moins du monde préoccupée de démobiliser les fronts de la guerre coloniale, mais elle s'est montrée bien décidée au contraire à en retarder l'abandon, tant pour permettre une évacuation sans douleur des troupes, que pour laisser la porte ouverte, sinon à un retour en force, du moins à une restauration des « liens » entre les restes de l'empire colonial et l'occident (10). Non seulement elle s'est bien gardée d'armer les prolétaires et les paysans sans terre, mais elle a pris sur elle les fonctions de police sociale que les Soviets de Petrograd s'étaient attribuées d'autorité, en se réservant, aussi bien dans son programme initial que dans celui du 21 juin 1975, l'exclusivité des armes (que les Soviets avaient purement et simplement prises). Il revenait aux grands partis opportunistes, PSP et PCP, ensuite également au PPD, de contribuer à leur tour à étouffer l'initiative « de la base » qui tendait dangereusement à se matérialiser dans des organes rudimentaires de défense et, potentiellement, de riposte. Ils l'ont fait en noyant ces organes dans ce « large front populaire comprenant également les catholiques et les libéraux », dans cette « alliance étroite des forces populaires et des militaires démocrates » que Soares et Cunhal,

(10) Que cela ait contribué à l'affaiblissement fatal de la lutte d'indépendance nationale surtout en Angola, préluant ainsi à une nouvelle tragédie congolaise, de même que le retour dans la métropole des pieds-noirs prépare une réédition portugaise de la sanglante expérience chilienne, ce n'est malheureusement que trop évident. Pour ce qui concerne la responsabilité des franges d'« extrême-gauche » dans cette politique dilatoire, voir notre article « Le test de la question coloniale » dans *Le Prolétaire* n° 203 et 204.

opposés sur la question des alliances internationales mais d'accord sur le fond, avaient préparée depuis longtemps (11). Pris entre les deux branches de la tenaille, ouvriers et soldats ont été utilisés au *maintien* ou, au premier signe de fêlure, à la *restauration* de cette unité républicaine *interclassiste* (12) que les Soviets russes de 1917 avaient objectivement brisée. Selon que c'était la tendance modérée de Melo Antunes ou l'aile « progressiste » d'Otelo de Carvalho qui l'emportait au sommet du MFA, tantôt leurs énergies ont été canalisées et dissipées dans ce fétichisme de l'« assemblée populaire » dont le faux extrémisme petit-bourgeois hâtivement barbouillé de rouge a fait depuis longtemps le paradigme de la « révolution » future (et qu'il ne conçoit même pas comme un instrument d'*exécution* rapide, encore moins d'*intervention despotique* dans la vie publique, mais comme une simple arène où la colère sociale puisse se décharger en *discutant et en dialoguant en permanence*) ; tantôt on les a appelés à voter dans la perspective de la restauration d'un régime parlementaire classique qui n'est manifestement plus capable d'assurer un fonctionnement stable de la machine administrative et productive.

Le caractère d'*anti-Etat* au moins en puissance, qui était inhérent aux Soviets russes en tant que produits et en même temps facteurs d'une situation pré-révolutionnaire de « dualité de pouvoirs », était absent au Portugal. De même, et à plus forte raison, il a manqué le facteur sans lequel le précédent n'est qu'une condition nécessaire mais non suffisante du règlement de comptes final entre les classes : la présence d'un *parti* d'opposition *permanente à l'Etat*, qui non seulement théorise et revendique cette opposition, mais agisse en conséquence pour élargir les brèches au lieu de les combler ; un parti qui prépare, jour après jour, la révolution, et qui se montre prêt à *remplacer tout organisme immédiat*, quel qu'il soit, dès qu'il renonce à exercer l'intégralité du pouvoir, au lieu de poursuivre le fantôme de l'unité à défendre ou à rétablir. Mais à quoi donc cette « extrême-gauche », qui prétend (à Lisbonne ou ailleurs) renouer le fil de la tradition révolutionnaire perdue, a-t-elle consacré tous ses efforts, sinon précisément à accréditer l'illusion de la solution *opposée*, celle du mythe *unitaire interclassiste* ? Tandis que les courants maoïstes d'une part, spontanéistes de l'autre, agitaient le drapeau de l'unité « peuple »-MFA, les courants trotskystes et paratroskystes le reprenaient (tout en prétendant le rejeter) par le biais de la « récupération » de l'opportunisme politique et syndical, dans la perspective liquidatrice d'un « gouvernement ouvrier » avec les héritiers locaux de Noske et de Staline. Aujourd'hui, dans sa version revue et corrigée du FUR, l'« extrême-gauche » oppose à la formule de l'« unité » sous le signe

(11) Cf. « L'heure des petits-fils de Staline », *Programme Communiste* n° 64, pp. 8 et suiv.

(12) Marx observait que la république de février, ne rencontrant devant elle aucun obstacle, s'était peu à peu trouvée désarmée. La bourgeoisie portugaise et son bras séculier les forces armées ont réussi ce chef-d'œuvre de faire *se volatiliser physiquement* le salazarisme, puis le spinolisme, puis au fur et à mesure les « spectres » des réactions les plus diverses, poussés l'un après l'autre sur la scène et aussitôt retirés, en mobilisant et en démobilisant tour à tour les masses populaires, en les désorientant et donc en les désarmant physiquement et moralement !

de la discipline et de l'ordre, incarnée par le VI^e « gouvernement de la révolution », la formule — différente en apparence seulement — d'une « unité » à *construire* sous le signe d'un front populaire « de gauche », assaisonné pour les uns de l'inévitable ingrédient d'une « démocratie directe » enfin atteinte, pour les autres d'une « dictature de classe et non de parti » encore à réaliser (13).

S'il était possible d'établir une comparaison entre le cycle glorieux de février-octobre 1917 et celui du Portugal de 1974-1975, il faudrait revenir en arrière jusqu'au moment où les Soviets étaient sur le point de s'engager dans une impasse *mortelle* (ils s'y seraient engagés sans le coup de barre décisif du parti de Lénine) : celle de la subordination d'un mouvement potentiellement révolutionnaire aux organes du pouvoir établi et aux lois inexorables de la classe dominante. Mais même ainsi, la comparaison ne tient pas, car à Lisbonne il n'y a *jamais* eu de « double pouvoir », si ce n'est dans l'imagination aberrante de gens qui n'annoncent à tout bout de champ la « crise de direction » de la bourgeoisie que pour cacher qu'*eux-mêmes* ont renoncé aux tâches de la préparation révolutionnaire, et de l'action indépendante de classe *y compris* dans les situations où l'ennemi a bien en mains les leviers de commande. Dans le jeu changeant des rapports de forces, les alignements de classe n'obéissent pas aux caprices du hasard, mais à des déterminations matérielles plus puissantes que n'importe quel artifice « tactique ». C'est pourquoi, pour porter un jugement critique sur le cours obligatoire du cycle des luttes sociales au Portugal, on doit se référer, plutôt qu'au précédent glorieux de la révolution russe, aux mois qui suivirent immédiatement février 1848 : lorsque l'ivresse de la sympathie universelle et le charme trompeur de l'unité républicaine se furent dissipés, le prolétariat parisien se réveilla à la conscience des antagonismes qui, « sentimentalement », avaient été dépassés, mais qui devaient nécessairement resurgir derrière le voile de la « phrase », pour s'apercevoir qu'il avait combattu et s'était sacrifié non pas pour lui-même mais pour son propre adversaire, et que derrière le sourire hypocrite de la « belle révolution » pointait le ricanement féroce de Cavaignac, au cri de : « malheur à juin ! ».

★★

A Lisbonne aussi, les antagonismes de classe, qui avaient été artificiellement endormis, resurgissent. Ils sont même destinés à s'exacerber sous le fouet d'une crise sociale et économique à laquelle la classe dominante cachée derrière le paravent de l'armée « médiatrice » ne sait (et ne peut) opposer que l'éternelle recette de l'austérité et de l'ordre. A preuve les efforts confus des soldats et des marins du rang pour se donner une certaine organisation de défense *contre* l'ensemble de l'appareil militaire ; à preuve, encore, le magnifique sursaut des ouvriers du bâtiment assiégeant le palais

(13) Les différentes réincarnations du mythe désastreux de la « révolution des œillets » sont analysées dans l'article « Le mirage du pouvoir populaire », *Le Prolétaire* n° 206.

de l'assemblée et du gouvernement. Mais la récente contre-offensive du haut commandement contre l'indiscipline dans l'armée démontre d'une part que le renforcement du pouvoir d'Etat a été bien supérieur à celui de la résistance de la troupe, d'autre part que les soldats rebelles eux-mêmes ne vont guère plus loin que la revendication d'un *autre* gouvernement, et que tout comme celle des ouvriers du bâtiment, leur révolte intuitive est régulièrement récupérée et utilisée par leurs dirigeants présumés ou par le PCP.

Ce n'est pas en « contestant » un ministère au profit d'un autre, en invoquant — comme le font malheureusement les SUV (Soldats Unis Vaincrons) — le *retour à des origines* qui sont la cause première du bilan de faillite de seize mois et plus de fatales illusions, qu'on pourra sortir de ce cercle vicieux qui ne semble se briser que pour renaître sur un plan (formellement) différent. C'est au contraire en brisant pour toujours l'*interclassisme frontiste*, pour enfoncer le coin de la lutte de classe indépendante dans les brèches qui s'ouvrent dans le bloc informe de l'« unité ». Le parti qui revendique ouvertement la révolution et la dictature et qui les *prépare* assidûment dans la lutte quotidienne doit s'implanter, se tremper, affûter ses armes, élargir son influence, pour balayer le double fléau de l'opportunisme socialo-stalinien et du suivisme gauchiste. A cette perspective est liée non seulement la perspective *finale* de la conquête du pouvoir, mais celle de la défense *physique immédiate* de la classe.

Le problème n'est pas local mais international. A côté du Portugal, la partie espagnole de la péninsule est à la veille d'un nouvel incendie de classe, ou d'un enième sauvetage du statu quo par l'infâme confrérie des « réconciliateurs » accourus au chevet de la grande malade pour lui rendre l'oxygène d'une unité nationale perdue. En Espagne et au Portugal se joue peut-être le sort des vingt années à venir de guerre ou d'ignoble « paix » entre les classes dans toute l'aire européenne, secouée par la crise mais fermement maintenue sur ses bases bourgeoises grâce à la contribution décisive de toutes les variétés d'opportunisme. Quel que soit le verdict contingent de l'histoire, il incombe aux révolutionnaires d'agir pour que les bases de l'ordre bourgeois n'en sortent pas renforcées, mais au contraire profondément entamées, et elles ne peuvent l'être que par le rejet de tout frontisme interclassiste, de toute nostalgie démocratique, légalitaire et pacifiste.

Si commémorer l'Octobre rouge a un sens, ce ne peut être que celui-là, et tout le reste n'est que démagogie hypocrite.

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Dans ses numéros les plus récents, « Le Prolétaire » a notamment publié des articles sur les sujets suivants (le chiffre entre parenthèses indique le numéro du journal) :

- **Portugal
Angola**
 - Deux laquais au service d'un même maître (198).
 - Lisbonne au rythme de Luanda (201).
 - Du fer et les jeux du cirque (202).
 - Le test de la question coloniale (203, 204).
 - Le mirage du pouvoir populaire (205, 206).
 - L'offensive bourgeoise au Portugal (207).
 - Angola : sur le soutien aux luttes anti-impérialistes (208).
- **Espagne**
 - Les crimes de la bourgeoisie espagnole (204).
 - Le maître ordonne, le valet obéit (205, 206).
 - Malgré les réconciliateurs, la tranchée reste ouverte (207).
 - Franco mort, les médecins de la démocratie veulent mettre la classe ouvrière en hibernation (208).
- **Luttes revendicatives**
 - Pour des méthodes et des revendications de classe (Orientations pratiques d'action syndicale) (195).
 - Grève Renault : bilan catastrophique de la politique réformiste (195).
 - Solidarité de classe entre prolétaires actifs et chômeurs (199).
 - Appel à la jeunesse prolétarienne pour la lutte contre le chômage (204).
- **Soldats**
 - Points de référence pour un antimilitarisme de classe (199).
 - L'opportunisme et la question de l'organisation des soldats (200).
 - La question du « syndicat de soldats » (201).
 - Solidarité de classe avec les soldats en lutte (207).
- **Immigrés**
 - Contre tout contrôle de l'immigration ! (201).
 - A propos de l'organisation des travailleurs immigrés (205).
 - Contre toute expulsion (207).

Le numéro : 1 F. Abonnement annuel : 20 F ; pli fermé : 34 F. Commandes aux Editions Programme, 20, rue Jean-Bouton, Paris 12^e. Distribué par les NMPP.

Le marxisme et la Russie

Le texte que nous publions ici, et qui représente un concentré et une synthèse des travaux consacrés par notre parti à l'étude de la Russie, a été écrit en 1957 (1) à l'occasion du quarantième anniversaire de la révolution d'Octobre. Il va cependant bien au-delà d'une commémoration, et cela provient de sa méthode même : loin d'envisager la « question russe » de façon locale et instantanée, il la situe et l'analyse dans un cadre et une perspective historiques et internationaux.

D'abord, parce que c'est seulement dans ce cadre et cette perspective qu'il est possible de comprendre tant la révolution que la contre-révolution en Russie. C'est d'ailleurs parce qu'ils n'avaient pas, ou plus, cette vision complète, que tant de gens ont vu dans l'histoire russe une « énigme » qu'ils ont cherché à résoudre de toutes les façons... impossibles et inimaginables. Depuis un Gramsci qui, en 1917, croyait naïvement que les bolchéviks avaient fait « la révolution contre le Capital », sans savoir qu'il reprenait ainsi la thèse menchévique déclarant « anti-marxiste » la prise du pouvoir en Russie, ni qu'il annonçait en même temps la prétention stalinienne de « construire quand même » le socialisme dans ce seul pays, arriéré de surcroît. Jusqu'aux découvreurs de la « caste », puis de la « classe bureaucratique », ou encore de la « clique révisionniste », qui tantôt croient voir du socialisme dans les rapports de production russes mais déplorent l'absence de démocratie ou d'« humanité » dans les rapports politiques et sociaux, tantôt croient y découvrir un nouveau mode de production, le mode de production « étatique » ou « bureaucratique », non prévu par un marxisme par conséquent... dépassé.

(1) Il a été publié dans le n° 21/1957 de notre organe en langue italienne *Il Programma comunista* sous le titre « Quarant'anni di una organica valutazione degli eventi di Russia nel drammatico svolgimento sociale e storico internazionale »; et sous le titre « Le marxisme et la Russie » dans le n° 2 (1957) de cette revue. Ce numéro, tout comme notre brochure de 1963 « L'économie russe d'Octobre à nos jours », où il était réimprimé, sont depuis longtemps épuisés.

Même Trotsky n'a pas toujours réussi à situer la question russe dans son contexte global. En parlant de sa lutte pour la révolution permanente, notre texte ne fait pas allusion à son opposition confuse à Lénine en 1903-1907, mais à sa lutte des années 1924-1928 pour la permanence internationale de la révolution, au combat de l'Opposition de gauche et finalement de toute la vieille garde bolchévique pour maintenir l'encadrement et la perspective internationales du pouvoir des soviets. Cette lutte, la gauche communiste d'Italie l'a soutenue sans réserves et nous la revendiquons pleinement aujourd'hui, même si, dès cette époque, nous ne pouvions accepter tous les arguments avancés par Trotsky, ni à plus forte raison aujourd'hui les développements qu'ils ont pris par la suite.

Car s'il s'est battu farouchement pour sauver le but international de la révolution russe, qu'il savait essentiel, Trotsky n'a pas pu aller jusqu'au bout et reconnaître que ce qui faisait de la révolution d'Octobre une conquête véritablement prolétarienne, c'était essentiellement son caractère de bataille d'avant-garde de la lutte internationale pour le communisme ; qu'à partir du moment où l'Etat russe « renonçait » à servir la révolution mondiale et donc les objectifs du marxisme révolutionnaire, il perdait tout caractère prolétarien ; et que dès lors, puisque aucune restauration féodale ne menaçait les acquis démocratiques bourgeois d'Octobre, le prolétariat n'avait plus RIEN à défendre en Russie. Bref, malgré sa revendication acharnée de l'internationalisme, son incapacité à rompre complètement avec l'Etat russe conduit Trotsky à reculer, à perdre la vision historique et internationale, et donc d'une part à comprendre de moins en moins les événements russes, d'autre part à contribuer, par des théorisations fausses aussi bien que par le « frontisme » avec l'URSS et les PC, au désarroi et à la désorganisation de l'avant-garde prolétarienne.

Rétablir le cadre et la perspective historiques et internationaux de la révolution d'Octobre, c'était d'abord rendre intelligible l'histoire de la Russie jusqu'à aujourd'hui et, tout comme ont dû le faire les marxistes d'il y a un siècle, « réfuter l'opinion mensongère selon laquelle les conclusions du matérialisme historique ne pouvaient être appliquées à ce pays ». En 1951 nous disions dans « Leçons des contre-révolutions » que « l'analyse de la contre-révolution en Russie et sa réduction en formules n'est pas un problème central pour la stratégie du mouvement prolétarien dans la reprise que nous attendons » (2), précisément parce que, loin d'apporter quelque révélation ou prétendue découverte, cette analyse ne pouvait être entreprise valablement que sur la base du marxisme intégralement restauré. Nous avons donc montré que notre doctrine explique l'histoire de la contre-révolution comme celle de la révolution ; que notre défaite pratique sous les coups de la contre-révolution mondiale, défaite dont nous subissons encore les conséquences, se doublait d'une victoire théorique ; que loin de dévoiler des « erreurs » ou même des « insuffisances » dans le marxisme, l'histoire confirmait intégralement celui-ci. Mais cette explication et cette

(2) « Leçons des contre-révolutions », Programme Communiste n° 63, p. 12.

confirmation dépassaient largement le « problème russe » et l'étude du passé : elles impliquaient la perspective de la future reprise révolutionnaire internationale.

C'est vers cette « nouvelle flambée de la révolution permanente conçue dans le cadre international » qu'était tendue notre étude des événements russes tout comme l'ensemble de nos activités, et c'est pour cela qu'elle ne commémorait pas les quarante ans écoulés de triomphe de la contre-révolution, mais les vingt ans à venir de préparation révolutionnaire, et leur dénouement. Nous devons reconnaître que, bien qu'à l'époque elle ait semblé excessivement pessimiste aux gens qui voulaient à tout prix voir la révolution dans la moindre agitation sociale et l'attendaient désespérément d'un jour à l'autre, notre prévision quant au délai qui nous séparait de cette flambée s'est avérée encore trop optimiste.

Car si, effectivement, la première crise générale du capitalisme mondial qui marque la fin de la phase d'expansion du second après-guerre s'est produite en 1975, c'est-à-dire à peu près au moment que nous avions prévu en 1957, elle est loin d'avoir toutes les conséquences escomptées. Il ne s'agit encore que d'une secousse préparatoire du tremblement de terre. La crise politique, le développement d'importantes luttes de classe du prolétariat et le retour de groupes prolétariens sur des positions marxistes, est encore en retard sur la crise économique.

Ce fait, comme nous l'avons expliqué dans « Crise et Révolution » (voir les nos 62 et 66 de cette revue), ne constitue cependant pas un « démenti » de la prévision de 1957, qui de toute façon ne prétendait pas calculer mathématiquement la date de la révolution. Son objectif était plutôt de fixer un punctum proximum, un délai minimum avant lequel il était illusoire d'espérer une reprise prolétarienne générale. Car après la destruction complète du mouvement de classe du prolétariat réalisée par la contre-révolution, par le stalinisme et ses séquelles, par la participation à la seconde guerre impérialiste, la reconstruction et l'essor mondial du capitalisme, il fallait déjà qu'une crise économique brise matériellement la collaboration entre les classes pour qu'une telle reprise et un retour aux positions communistes deviennent possibles.

Mais en même temps qu'il s'opposait au volontarisme activiste qui, dans l'espoir de « forcer » et « d'accélérer » l'histoire, recherche des expédients tactiques conduisant finalement au résultat inverse, en même temps qu'il rappelait cette condition objective et ce délai minimum, notre texte s'opposait au passivisme fataliste et rappelait la condition subjective d'une lutte révolutionnaire victorieuse : la restauration théorique et l'organisation — BIEN AVANT la reprise — d'un parti communiste mondial, d'un parti « n'hésitant pas à proposer sa propre dictature », à la grande indignation des démocrates de tout poil.

L'appréciation des événements russes débouche donc organiquement sur un appel à la préparation de la révolution et par conséquent à la préparation du parti de la révolution. C'est ainsi, aussi, qu'il faut comprendre l'affirmation que si la prochaine vague historique de la révolution ne conduit

pas à la victoire en Europe « le dernier marxiste aura disparu ». Cela ne signifie pas que l'histoire de l'humanité s'arrêtera là. Cela ne signifie pas non plus simplement qu'une répression sans précédent nous exterminerait alors jusqu'au dernier : cette répression serait la sanction de l'incapacité dont nous aurions fait preuve. Cette éventualité équivaudrait donc à un terrible constat d'impuissance et d'échec de notre mouvement qui se trouverait historiquement « disqualifié », et par là même, à une rupture dans la continuité du mouvement communiste bien plus profonde encore que celle due à la défaite de la vague révolutionnaire précédente.

Ce rude avertissement nous rappelle donc nos tâches et notre responsabilité : c'est aujourd'hui qu'il faut préparer la révolution de demain, et profiter du retard relatif de la crise sociale pour rattraper le retard plus grand encore de notre préparation. Il nous rappelle que nous devons faire tout ce qui relève de nous pour renforcer le parti et le lier solidement à l'avant-garde de la classe ouvrière. Sans volontarisme mais avec une volonté inflexible, sans activisme mais par une activité infatigable, toutes deux fondées sur les principes du communisme révolutionnaire.

Le marxisme et la Russie

A. — La Russie contre l'Europe au XIX^e siècle

1. L'objectif d'une des premières batailles que les socialistes marxistes livrèrent à propos du « rôle » de la Russie dans la politique européenne fut de réfuter l'opinion mensongère selon laquelle les conclusions du matérialisme historique ne pouvaient être appliquées à ce pays. Les déductions sociales de portée universelle que l'internationalisme marxiste avait tirées de l'étude du premier capitalisme, celui de l'Angleterre, avaient été généralisées par lui à la France, à l'Allemagne et à l'Amérique. Notre école ne douta jamais que la même clef permît d'ouvrir la porte qui avait semblé se fermer pour toujours au nez de la société bourgeoise avec la déroute des baïonnettes napoléoniennes, retardant d'un siècle tout le développement historique.

2. Comme pour tous les pays européens, le marxisme attendit et préconisa pour la Russie la grande révolution bourgeoise qui suivrait les traces des révolutions anglaise et française, comme celle qui en 1848 embrasa et secoua toute l'Europe centrale. Marx prévoyait, attendait et revendiquait d'autant plus ardemment le renversement du mode féodal de production en Russie, que le pays des tsars jouait à ses yeux le rôle de rempart de la réaction européenne antilibérale et anticapitaliste. Dans la phase des guerres

pour la constitution des Etats bourgeois nationaux en Europe, qui s'acheva en 1871, toutes les guerres furent appréciées par le marxisme en fonction de leur capacité à entraîner une défaite et un désastre pour Pétersbourg. Cela fit même accuser Marx d'être un agent du pangermanisme antirusse ! Pour lui, tant que le tsarisme serait debout, il constituerait une barrière non seulement à la vague de la révolution bourgeoise, mais à celle qui suivrait, la vague de la révolution ouvrière européenne, et la Première Internationale ouvrière donna son appui total aux mouvements de libération des nationalités opprimées par le tsar, comme en témoigne l'exemple classique de la Pologne.

3. Dans la doctrine historique du marxisme, la période dans laquelle les socialistes appuient les guerres de constitution des Etats modernes, les luttes intérieures de libération nationale et les révolutions libérales se clôt pour l'Europe en 1871. A l'horizon se dresse l'obstacle russe qui, tant qu'il sera debout, barrera toujours la route à l'insurrection ouvrière contre « les armées nationales confédérées », et enverra les cosaques défendre non seulement de saints empires, mais aussi des démocraties parlementaires capitalistes, dont le cycle de développement en occident est achevé.

4. Très vite le marxisme s'occupe des *questions sociales de la Russie*, en étudiant sa structure économique et le développement des contradictions de classe. Ceci n'empêche pas qu'il faille tenir compte en premier lieu des rapports de force internationaux pour déterminer le cycle des révolutions sociales, comme dans la gigantesque construction de Marx sur les étapes de la révolution, dont les conditions, pour ce qui est de la maturité de la structure sociale, se manifestent justement à l'échelle internationale. Tout de suite, donc, une question se pose : est-il possible d'abrégier le développement historique qui, en Russie, n'est pas encore arrivé au stade atteint par l'Europe au début du XIX^e siècle et en 1848 ? Marx répond à ce problème en 1877, dans une lettre à un périodique, et en 1882, dans la préface à la traduction russe du *Manifeste* par Plekhanov. Pourra-t-on en Russie sauter par dessus le *mode* capitaliste de production ? La seconde réponse était en partie positive : Oui, « si la révolution russe donne le signal d'une révolution prolétarienne en Occident, de façon à ce que les deux révolutions se complètent l'une l'autre » (1). Mais dans la première réponse, se référant à la réforme agraire bourgeoise de 1861 et à l'abolition du servage — réforme que Bakounine, durement stigmatisé par Marx et Engels, avait célébrée, mais qui signifiait plutôt la dissolution finale du communisme primitif du village russe — Marx disait que cette possibilité était déjà en train d'être perdue : « Si la Russie continue à marcher dans le sentier suivi depuis 1861, elle perdra la plus belle chance que l'histoire ait jamais offerte à un peuple, pour subir toutes les péripéties fatales du régime capitaliste [...] une fois amenée au giron du régime capitaliste, elle en subira les lois impitoyables, comme d'autres peuples profanes » (2). *Voilà tout*, conclut brutalement Marx. Et

(1) Préface de Marx et Engels à la seconde édition russe du *Manifeste du parti communiste*, 1882.

(2) Lettre de Marx (en français) à la rédaction des *Otetchestvennie Zapiski*, novembre 1877 — Reproduite dans Karl Marx, *Œuvres, Economie II*, Bibliothèque de la Pléiade, Paris, 1968, pp. 1553-1555.

effectivement *c'était tout* : la révolution prolétarienne ayant manqué et ayant été trahie en Europe, la Russie d'aujourd'hui est tombée dans la barbarie capitaliste. Des écrits d'Engels sur la vieille commune rurale russe (le *mir*) montrent qu'en 1875, et plus encore en 1894 (1), la partie semble gagnée pour le mode de production capitaliste, qui domine désormais dans les villes et, pour une part, dans les campagnes russes, et ceci sous le pouvoir tsariste.

5. Avec l'industrie capitaliste qui, en Russie, est née des investissements directs de l'Etat plutôt que d'une accumulation initiale, naissent le prolétariat urbain et le parti ouvrier marxiste. Tout comme les premiers marxistes dans l'Allemagne d'avant 1848, celui-ci est placé devant le problème de la double révolution. Sa ligne théorique, représentée dans une première période par Plékhanov, puis par Lénine et par les bolchéviks, est en pleine harmonie avec le marxisme européen et international, surtout dans la question agraire qui en Russie est de première importance. A cette double révolution, quelle sera la contribution des classes rurales, des serfs et des paysans extrêmement misérables qui, juridiquement, ont été émancipés, mais dont les conditions de vie ont empiré par rapport à celles qu'ils connaissaient sous le féodalisme pur ? Partout, les serfs et les petits paysans ont soutenu les révolutions bourgeoises, et ils se sont insurgés contre les privilèges de la noblesse terrienne. En Russie, le mode féodal présente cette particularité de n'être pas centrifuge comme cela avait été le cas en Europe, et en particulier en Allemagne : le pouvoir d'Etat central et l'armée nationale elle-même y sont centralisés depuis des siècles, ce qui, jusqu'au XIX^e siècle, est une condition historiquement progressive. Ceci est vrai non seulement sur le plan politique, en ce qui concerne les origines de l'armée, de la monarchie et de l'Etat, importés du dehors, mais aussi sur le plan de la structure sociale. L'Etat, la Couronne (et certaines institutions religieuses non moins centralisées) possèdent plus de terres et de serfs que la noblesse féodale. De là cette définition de *féodalisme d'Etat* donnée par le marxisme à la Russie, un féodalisme d'Etat qui avait si bien supporté le choc des armées françaises démocratiques que pendant de longues années Marx alla jusqu'à invoquer l'action d'armées européennes, turques et allemandes, pour le détruire.

En substance, le passage du féodalisme d'Etat au capitalisme d'Etat s'est révélé moins long en Russie que ne l'a été en Europe le passage du féodalisme moléculaire aux Etats unitaires capitalistes, et du premier capitalisme autonomiste au capitalisme concentré et impérialiste.

B. — Les perspectives de disparition du dernier féodalisme

6. Ces formes séculaires expliquent qu'il ne se soit jamais formé en Russie de classe bourgeoise ayant une puissance comparable à celle des bourgeoisies occidentales. Aussi la greffe de la révolution prolétarienne sur

(1) Il s'agit de l'article d'Engels *Soziales aus Russland* (1875) et de sa postface de 1894 à ce même article. Traductions françaises dans Marx-Engels, *La Russie*, U.G.E., Paris, 1974, pp. 236-254 et 262-277.

la révolution bourgeoise que les marxistes attendaient y apparaissait-elle encore plus difficile qu'en Allemagne. Abordant le problème de la faiblesse de la tradition révolutionnaire allemande qui, à la différence de ce qui s'était passé en Angleterre, s'était tout entière épuisée dans la réforme religieuse, Engels s'était tourné vers les paysans et avait retracé leur guerre historique de 1525 et leur terrible défaite, due à la lâcheté de la bourgeoisie urbaine, du clergé réformé et aussi de la petite noblesse. En Russie, où la classe bourgeoise était politiquement absente, de même que la petite noblesse, et où il manquait un clergé rebelle, la bourgeoisie pouvait-elle être remplacée dans sa tâche par la classe paysanne ? Tel fut le premier point sur lequel les marxistes entrèrent théoriquement et pratiquement en lutte contre tous les autres partis. Selon la formule historique de nos adversaires, la révolution russe ne devait être ni bourgeoise ni ouvrière, mais paysanne. Quant à nous, nous avons défini la révolution paysanne simplement comme l'autre face de la révolution bourgeoise urbaine. Au cours d'un siècle de polémiques et de guerres de classe, le marxisme n'a cessé de récuser la perspective monstrueuse d'un « socialisme paysan ». Nos adversaires prétendaient qu'en Russie un tel socialisme surgirait d'un mouvement de petits cultivateurs pour un partage utopiquement égalitaire du sol, l'impuissance de la bourgeoisie et la jeunesse du prolétariat permettant selon eux à la paysannerie pauvre de parvenir au contrôle de l'Etat à la place des classes urbaines. Ils ne soupçonnaient pas la formidable énergie que la classe ouvrière russe tirait de sa qualité de section du prolétariat européen. La bourgeoisie naît nationale et ne se transmet pas d'énergie par dessus les frontières. Le prolétariat, lui, naît international, et en tant que classe il est présent dans toutes les révolutions « étrangères ». Quant à la paysannerie, elle n'arrive même pas au niveau national.

C'est sur ces bases que Lénine édifia la doctrine marxiste de la révolution russe dans laquelle, écartant la bourgeoisie indigène et la paysannerie, il assigna au prolétariat le rôle principal.

Ce sujet est développé dans notre texte *Russie et révolution dans la théorie marxiste* (1).

7. Il y a deux grandes questions de la révolution russe : la question agraire et la question politique. Dans la première, les populistes socialistes-révolutionnaires sont pour le *partage des terres*, les menchéviks pour la *municipalisation*, les bolchéviks pour la *nationalisation*. Tous ces postulats, dit Lénine, sont des postulats d'une révolution bourgeoise démocratique et non socialiste. Toutefois, le troisième est plus avancé et crée les meilleures conditions pour le communisme prolétarien. Contentons-nous de citer à nouveau *Deux tactiques* : « L'idée de la nationalisation de la terre est donc une *catégorie* de la société mercantile et capitaliste ». Dans la Russie d'aujourd'hui, seule la partie de l'agriculture organisée en sovkhoses, qui est la plus petite, est à ce niveau ; le reste est encore plus arriéré.

(1) « Russia e rivoluzione nella teoria marxista », *Il Programma Comunista* n° 21/1954 à 8/1955.

En ce qui concerne la question du *pouvoir*, les menchéviks sont partisans de laisser la bourgeoisie s'en saisir et de passer alors à l'opposition : en 1917, ils collaboreront au gouvernement avec les bourgeois. Les populistes sont pour un illusoire *gouvernement paysan* : avec Kérénsky, ils feront la même fin que les précédents. Les bolchéviks sont pour la prise du pouvoir et une dictature démocratique du prolétariat et des paysans. L'adjectif « démocratique » et le substantif « paysans » sont expliqués par les paroles suivantes de Lénine : « Cette victoire ne fera encore nullement de *notre révolution bourgeoise* une *révolution socialiste* » ; « les transformations sociales et économiques dont la Russie éprouve la nécessité, loin d'impliquer par elles-mêmes la remise en cause du capitalisme [...] déblaieront, au contraire, véritablement, pour la première fois, la voie d'un développement large et rapide, européen et non asiatique, du capitalisme en Russie » ; « cette victoire nous permettra de soulever l'Europe ; et le prolétariat socialiste européen, après avoir secoué le joug de la bourgeoisie, nous aidera, à son tour, à faire la révolution socialiste » (1).

Que faire alors des « alliés » paysans ? La réponse de Lénine est tout aussi claire. Marx avait dit que les paysans sont « les alliés naturels de la bourgeoisie ». Lénine écrit : « [dans la lutte véritable et résolue pour le socialisme] la paysannerie, comme classe de propriétaires terriens, jouera le même rôle de trahison et d'inconstance que la bourgeoisie joue maintenant dans la lutte pour la démocratie » (2).

Comme nous l'avons montré à la fin de *Russie et révolution dans la théorie marxiste* (3), la formule de Lénine était : prise du pouvoir et dictature dans la révolution bourgeoise, contre la bourgeoisie elle-même et avec l'appui des seuls paysans ; et il la soutenait au moyen d'un double argument : la nécessité d'une part d'arriver à la révolution prolétarienne en Europe, condition sans laquelle le socialisme ne pourrait vaincre en Russie ; et d'autre part d'éviter la restauration tsariste, qui aurait signifié la restauration de la garde blanche de l'Europe.

C. — L'inoubliable épopée russe de la révolution prolétarienne mondiale

8. En 1914, la guerre que Marx avait prévue entre l'Allemagne et les races latine et slave coalisées éclata, et comme il l'avait prophétisé la révolution russe naquit des revers du tsar.

La Russie était alors alliée aux puissances démocratiques : France, Angleterre et Italie. Les capitalistes et les démocrates, ainsi que les socialistes renégats qui avaient embrassé la cause de la guerre anti-allemande, estimèrent

(1) Lénine, *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique*, 1905. *Œuvres*, tome 9, pp. 52, 42-43, 79.

(2) *Ibid.*, p. 135.

(3) *Il Programma Comunista* n° 8/1955.

que le tsar était devenu un ennemi à abattre, soit parce qu'ils le jugeaient incapable de conduire la guerre, soit parce qu'ils le soupçonnaient de se préparer en secret à une alliance avec les Allemands. Aussi la première révolution russe, celle de février 1917, fut-elle accueillie par les applaudissements de tous les patriotes, tant démocrates que socialistes, qui l'attribuèrent moins à la lassitude des masses, et en particulier des soldats, qu'aux habiles manœuvres des ambassades alliées. Bien que n'ayant pas dans leur majorité adhéré à la guerre, les socialistes russes de droite s'orientèrent tout de suite vers un gouvernement provisoire qui la *continuerait* en accord avec les puissances étrangères, et c'est sur cette base que se dessina un compromis avec les partis bourgeois.

Avec des hésitations d'abord, puis de toutes ses forces après le retour de Lénine et des chefs bolchéviks de 1917, et l'adhésion totale de Trotsky, le parti bolchévik s'attela à la tâche de renverser ce gouvernement soutenu par les menchéviks et les populistes.

Dans notre travail sur la *Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui* (1) et en particulier dans la 1^{re} partie, nous avons exposé, en suivant les documents de l'époque, les faits historiques qui conduisirent à la seconde révolution, celle d'Octobre, dont on célèbre aujourd'hui le quarantième anniversaire ; et nous avons confronté la lutte pour le pouvoir en 1917 aux questions doctrinales qui avaient surgi précédemment dans la vie du parti.

9. La conquête du pouvoir par le parti communiste s'exprima par la défaite dans la guerre civile de *tous* les autres partis, aussi bien bourgeois que soi-disant ouvriers et paysans, qui prônaient la poursuite de la guerre aux côtés des alliés. Elle se compléta par la défaite de ces partis devant les bolchéviks dans le Soviet pan-russe, qui prolongeait la défaite qu'ils avaient subie, ainsi que leurs alliés étrangers aux soviets, dans la bataille de rues ; par la dispersion de l'Assemblée constituante convoquée par le gouvernement provisoire ; et enfin par la rupture des bolchéviks avec leur dernier allié, le parti des socialistes-révolutionnaires de gauche, qui avait une forte influence dans les campagnes et prônait la *guerre sainte* contre les Allemands.

Ce gigantesque tournant n'alla pas sans luttes graves à l'intérieur du parti, et il ne s'acheva historiquement, après quatre années d'une guerre terrible, qu'avec la défaite des armées contre-révolutionnaires, qui avaient trois origines : les forces de la noblesse féodale et monarchique, celles que l'Allemagne avait suscitées en 1918 avant et après la paix de Brest-Litovsk, celles enfin qui avaient été mobilisées avec le plus grand zèle par les puissances démocratiques, parmi lesquelles l'armée polonaise.

Pendant ce temps, il n'y eut dans les pays européens qu'une série de tentatives malheureuses de prise du pouvoir par la classe ouvrière, ardemment solidaire de la révolution bolchévique. L'élément décisif fut en subs-

(1) « *Struttura economica e sociale della Russia d'oggi* », *Il Programma Comunista*, n° 10/1955 à 12/1957. Réédition aux éditions *Il Programma Comunista*, Milan, 1975.

tance la défaite des communistes allemands en janvier 1919, après la défaite militaire de l'Allemagne et la chute du pouvoir du Kaiser. Ce fut la première rupture grave dans la ligne historique prévue par Lénine qui jusque là s'était magnifiquement réalisée, surtout avec l'acceptation de la paix de mars 1918 par les bolchéviks, solution décisive que la démocratie mondiale qualifia stupidement de trahison. Les années suivantes confirmèrent que l'économie russe, tombée dans une désorganisation effrayante, ne recevrait pas l'aide d'un prolétariat européen victorieux. Par la suite, en Russie, le pouvoir fut fermement défendu, et sauvé ; mais désormais il n'était plus possible de régler la question économique et sociale en Russie selon la prévision de tous les marxistes, c'est-à-dire par la dictature du parti communiste international sur les forces productives qui, en Europe, restaient surabondantes même après la guerre.

10. Lénine avait toujours exclu — et il l'exclut jusqu'à sa mort, ainsi que les marxistes bolchéviks authentiques — que la structure sociale russe puisse se transformer en prenant des caractères socialistes si la révolution russe ne se répercutait pas en Europe et donc si l'économie européenne restait capitaliste. Cela ne l'empêcha pas de toujours soutenir qu'en Russie le pouvoir devait être pris et conservé sous une forme dictatoriale par le parti du prolétariat appuyé par les paysans. Deux questions historiques se posent. Peut-on définir comme socialiste une révolution qui, comme Lénine l'avait prévu, crée un pouvoir obligé d'administrer, en attendant de nouvelles victoires internationales, des formes sociales d'économie privée, dès lors que ces victoires ne sont pas venues ? Et deuxièmement, combien de temps peut-on admettre que dure une telle situation, et y avait-il d'autres issues possibles en dehors d'une contre-révolution politique ouverte et du retour au pouvoir d'une bourgeoisie nationale à visage découvert ?

Pour nous, Octobre fut socialiste. D'autre part, en l'absence d'une victoire militaire de la contre-révolution, deux issues restaient ouvertes, et non une seule : ou bien l'appareil de pouvoir (Etat et parti) dégénérait intérieurement et s'adaptait à l'administration de formes capitalistes *en renonçant* ouvertement à attendre la révolution mondiale (c'est ce qui s'est produit) ; ou bien le parti marxiste se maintenait durablement au pouvoir *en se consacrant directement à soutenir* la lutte prolétarienne révolutionnaire dans tous les pays étrangers, et en déclarant avec le même courage que Lénine que les formes sociales restaient largement capitalistes (et même précapitalistes) à l'intérieur.

Il faut donner la priorité à la première question, la seconde étant liée à l'examen de la structure sociale de la Russie actuelle, mensongèrement présentée comme socialiste.

11. La révolution d'Octobre ne doit pas être considérée en premier lieu sous l'angle de transformations immédiates ou très rapides des formes de production et de la structure économique, mais comme une phase de la lutte politique internationale du prolétariat. Elle présente en effet une série de puissants caractères qui sortent totalement des limites d'une révo-

lution nationale et purement antiféodale, et qui ne se réduisent pas au fait qu'elle fut dirigée par le parti prolétarien.

a) Lénine avait établi que la guerre européenne et mondiale aurait un caractère impérialiste « y compris pour la Russie » et que le parti prolétarien devait en conséquence pratiquer ouvertement le défaitisme, comme dans la guerre russo-japonaise qui avait provoqué les luttes de 1905. Ceci non parce que l'Etat russe n'était pas démocratique, mais pour les mêmes raisons qui, dans les autres pays, dictaient à tous les partis socialistes le même devoir. Le développement de l'économie capitaliste et industrielle en Russie ne suffisait pas à fournir une base au socialisme, mais il suffisait à donner un caractère impérialiste à la guerre. Les traîtres au socialisme révolutionnaire qui avaient épousé la cause des brigands impérialistes sous prétexte de défendre une démocratie élevée au rang d'un absolu — ici contre le danger allemand, là contre le danger russe — désavouèrent les bolchéviks pour avoir *mis fin à la guerre* et liquidé les alliances de guerre, et ils cherchèrent à poignarder la révolution d'Octobre. La révolution d'Octobre triompha contre eux de la guerre et de l'impérialisme mondial ; et ce fut là une conquête purement prolétarienne et communiste.

b) En l'emportant sur ces renégats, Octobre revendiqua les principes oubliés de la révolution et restaura la doctrine marxiste dont ils avaient comploté la ruine. Pour *toutes les nations*, il définit la voie de la victoire sur la bourgeoisie : emploi de la violence et de la terreur révolutionnaire, mépris des « garanties » démocratiques, application sans limites de ce qui est la *catégorie essentielle du marxisme* : la dictature de la classe ouvrière exercée par le parti communiste. Pour toujours, il abandonna à leur imbécillité ceux qui voient dans la dictature le pouvoir d'un homme, et à plus forte raison ceux qui, redoutant cette tyrannie, tout comme les prostituées démocratiques, n'admettent que le pouvoir d'une classe amorphe et non organisée, non constituée *en parti politique*, comme le proclament nos textes depuis un siècle.

c) Bien que la classe ouvrière semble se présenter sur la scène politique ou pis, parlementaire, comme divisée en plusieurs partis, la leçon d'Octobre, jamais démentie, a montré que la voie révolutionnaire ne passe pas par l'exercice du pouvoir en commun avec tous ces serviteurs du capitalisme, mais par leur liquidation violente, les uns après les autres, jusqu'au pouvoir total du parti unique.

L'importance des trois points indiqués ci-dessus réside dans le fait qu'en Russie, précisément, une *exception* par rapport aux pays bourgeois développés aurait peut-être pu s'expliquer en raison d'une condition historique particulière, la survivance d'un despotisme médiéval ; or ce que *la voie russe confirma*, à la terreur ou à l'enthousiasme du monde, ce fut au contraire la voie unique et mondiale tracée par la doctrine universelle du marxisme, dont à aucun moment, ni dans la pensée ni dans l'action, Lénine, et avec lui l'admirable parti des bolchéviks, ne s'écarta.

Et par qui ces grands noms sont-ils exploités ? Par des gens qui, en s'excusant de ces *voies* que la Russie aurait été « obligée » de prendre en raison de circonstances particulières et de conditions locales, trahissent l'ignoble honte que leur inspirent ces gloires qu'ils feignent ostensiblement de célébrer. Des gens qui — comme si telle était leur mission, comme s'ils en avaient seulement le pouvoir ! — promettent ou permettent de faire parvenir les autres pays au socialisme par d'autres voies, par des voies *nationales*, toutes différentes les unes des autres, que leur trahison et leur infâmie pavent de tous les matériaux fangeux qu'on peut trouver dans le cloaque opportunisme : liberté, démocratie, pacifisme, coexistence et émulation. Ignoble spectacle !

Pour Lénine, le socialisme en Russie avait besoin comme d'oxygène de la révolution occidentale. Pour ces gens qui défilent le 7 novembre devant son stupide mausolée, l'oxygène c'est que le capitalisme continue à bambocher dans le reste du monde, pour pouvoir coexister et forniquer avec lui.

D. — Sinistre parabole de la révolution tronquée

12. La seconde question à examiner était celle de la structure économique de la Russie lors de la victoire d'Octobre. Les fondements du problème sont établis par Lénine dans des textes fondamentaux, auxquels nous nous sommes référés de la façon la plus étendue, en ne nous contentant pas de ces quelques citations détachées de leur contexte que l'on peut introduire dans des articles brefs et généraux, mais en mettant toutes ses formules en relation avec les conditions historiques du milieu et avec les rapports de force considérés dans leur développement historique.

En tant que « révolution double », la révolution russe met en scène trois modes historiques de production, tout comme l'Allemagne d'avant 1848, où la vision marxiste classique reconnaissait trois forces en présence : l'empire médiéval aristocratique-militaire, la bourgeoisie capitaliste, et le prolétariat, autrement dit le servage, le salariat, et le socialisme. Le développement industriel de l'Allemagne était alors limité, en quantité sinon en qualité, mais si Marx introduisit le troisième personnage ce fut parce que les conditions technico-économiques du troisième mode de production existaient déjà pleinement *en Angleterre*, tandis que les conditions politiques semblaient présentes *en France*. A l'échelle européenne, la perspective socialiste était bien présente ; et l'idée d'une chute rapide du pouvoir absolutiste en Allemagne au profit de la bourgeoisie et d'une attaque ultérieure du jeune prolétariat contre cette dernière était liée à la possibilité d'une victoire ouvrière en France où, après la chute de la monarchie bourgeoise de 1831, le prolétariat

de Paris et de la province devait livrer une généreuse bataille, que malheureusement il perdit.

Les grandes visions révolutionnaires sont fécondes même quand l'histoire en renvoie à plus tard la réalisation. Dans celle de Marx, la France aurait donné *la politique*, avec l'instauration à Paris d'un pouvoir ouvrier dictatorial, comme elle le tenta en 1831 et 1848, et le réalisa en 1871, succombant une nouvelle fois glorieusement les armes à la main. L'Angleterre aurait donné *l'économie*. L'Allemagne aurait donné *la doctrine*, cette doctrine que Léon Trotsky se plut à rappeler en reprenant pour la Russie l'expression classique de *révolution en permanence*. Mais, chez Marx comme chez Trotsky, la permanence de la révolution se réalise à l'échelle internationale, non à l'échelle misérable de la nation. Dans leur terrorisme idéologique, les staliens ont condamné la révolution permanente : mais ce sont eux qui l'ont singée dans une parodie vide, et souillée de patriotisme.

Dans la vision de Lénine (et, derrière lui, de nous tous) la Russie révolutionnaire — industriellement en retard comme l'Allemagne de 1848 — devait en 1917 offrir la flamme de la victoire *politique* et rallumer dans toute sa splendeur cette *doctrine* qui avait grandi en Europe et dans le monde. L'Allemagne vaincue aurait fourni les forces productives, le potentiel de *l'économie*. Le reste de cette Europe centrale si tourmentée aurait suivi. Une deuxième vague aurait submergé les « vainqueurs » : la France, l'Italie (où nous espérames en vain voir la révolution dès 1919), l'Angleterre, l'Amérique, le Japon.

Mais dans le noyau Russie - Europe centrale, le développement des forces productives en direction du mode de production socialiste n'aurait pas rencontré d'obstacles, et n'aurait eu besoin que de la dictature des partis communistes.

13. Dans cette esquisse sommaire du résultat de nos recherches, il nous faut considérer maintenant *l'autre* issue, celle d'une Russie restée seule avec sa fulgurante victoire politique en main. Situation d'énorme avantage par rapport à 1848, où toutes les nations entrées dans la lutte restèrent sous la coupe du capitalisme, et l'Allemagne plus en arrière encore.

Résumons à grands traits la perspective intérieure de Lénine dans l'attente d'une révolution à l'Ouest. Dans *l'industrie*, contrôle de la production et, plus tard, gestion par l'Etat : cela signifiait bien la destruction de la bourgeoisie privée, et donc la victoire politique, mais par contre une administration économique dans le cadre du *mode* mercantile et capitaliste, ne développant que les « bases » du socialisme. Dans *l'agriculture*, destruction de toute forme de sujétion féodale et gestion coopérative des grandes tenures, avec le moins de tolérance possible à l'égard de la petite production mercantile, qui en 1917 était la forme dominante, et qui avait été inévitablement encouragée par la destruction — cette fois non seulement politique mais économique — du *mode* féodal. Même les ouvriers agricoles sans terre, seuls

« paysans pauvres » vraiment chers à Lénine, avaient diminué en nombre, l'expropriation des paysans riches les ayant transformés en *propriétaires*.

La question de la durée de cette situation, que nous avons élucidée dans ses lignes fondamentales, surgit dans la grande discussion de 1926. Staline disait : s'il est vrai que le socialisme intégral est impossible ici, alors nous devons abandonner le pouvoir. Trotsky cria qu'il croyait en la révolution internationale mais qu'il fallait l'attendre en restant au pouvoir, même si elle devait tarder encore pendant cinquante ans. Il lui fut répondu que Lénine avait parlé de vingt ans pour la Russie isolée. Nous avons montré qu'en réalité Lénine parlait de vingt ans « de bons rapports avec les paysans », après quoi, même si la Russie n'était toujours pas devenue socialiste économiquement, la lutte des classes aurait éclaté entre ouvriers et paysans pour briser la micro-production rurale et le micro-capital privé agraire, véritable gangrène de la révolution.

Mais dans l'hypothèse de la révolution ouvrière européenne, la micro-possession de la terre — qui sous sa forme « kolkhosienne » actuelle est *indéracinable* — aurait subi un traitement d'une rapidité draconienne, sans aucun retard.

14. La science économique marxiste permet de montrer que le stalinisme n'est même pas arrivé au stade que Lénine prévoyait comme un résultat lointain. Ce ne sont pas vingt, mais quarante ans qui se sont écoulés, et les rapports avec les paysans kolkhosiens sont aussi « bons » que sont « mauvais » les rapports avec les ouvriers de l'industrie, gérée par l'Etat sous le régime du salariat dans des conditions mercantiles qui, jusqu'à présent, sont encore pires que celles qui existent dans les capitalismes *non camouflés*. Le paysan kolkhosien est bien traité en tant que *coopérateur* de l'entreprise kolkhose, forme capitaliste privée et non d'Etat, et mieux encore en tant que *petit gérant* de terre et de capital-réserves.

Il est inutile de rappeler les caractéristiques bourgeoises de l'économie soviétique, qui vont du commerce à l'héritage et à l'épargne. De même que cette économie ne s'achemine nullement vers l'abolition de l'échange entre équivalents monétaires et la rémunération non pécuniaire du travail, de même les rapports entre ouvriers et paysans vont dans un sens opposé à l'abolition de la différence entre travail agricole et travail industriel, entre travail manuel et travail intellectuel, qui caractérise le communisme.

Quarante ans nous séparent de 1917, et environ trente de la date à laquelle Trotsky évalua à une cinquantaine d'années (ce qui portait à 1975 environ) le temps qu'il serait possible de rester au pouvoir, et la révolution prolétarienne en occident n'est pas venue. Les assassins de Léon Trotsky et du bolchévisme ont largement construit le capitalisme dans l'industrie, c'est-à-dire des *bases* du socialisme ; mais il ne l'ont fait que de façon limitée dans l'agriculture, et ils sont encore en retard de vingt ans sur les vingt ans de Lénine en ce qui concerne la liquidation de la stupide forme kolkhosienne, dégénérescence du capitalisme libéral classique lui-même, dont,

dans un accord souterrain avec les capitalistes d'au-delà des frontières, ils voudraient aujourd'hui infecter jusqu'à l'industrie et à la vie même. Il ne faudra pas attendre 1975 pour voir des crises de production déferler sur les deux camps en émulation, balayant meules de paille, poulaillers, mini-garages individuels, et toutes les sordides installations du répugnant *idéal domestique kolkhosien*, cette illusoire Arcadie moderne d'un capitalisme populiste.

15. Une étude récente d'économistes bourgeois américains sur la dynamique mondiale des échanges calcule que la course actuelle à la conquête des marchés (qui, après la fin du second conflit mondial, s'est dissimulée derrière le louche puritanisme de la secourable Amérique) atteindra un point critique en 1977. Vingt ans encore nous sépareraiet de la nouvelle flambée de la révolution permanente conçue dans le cadre international, ce qui coïncide tant avec les conclusions du lointain débat de 1926 qu'avec le résultat de nos recherches de ces dernières années (1).

Pour pouvoir éviter une nouvelle défaite prolétarienne, il est indispensable que la restauration théorique n'attende pas pour se faire que le troisième conflit mondial ait déjà regroupé les travailleurs derrière tous ses drapeaux maudits (comme ce fut le cas avec l'effort gigantesque de Lénine après 1914), mais qu'elle puisse se développer bien avant, avec l'organisation d'un parti mondial n'hésitant pas à proposer sa propre dictature. Une hésitation sur ce point, qui équivaut à une liquidation, se retrouve dans la débilité de tous ceux qui peuvent aller rejoindre le troupeau de ceux qui expliquent la Russie à l'aide de révolutions de palais dues à de grands hommes ou à des traîtres, des démagogues ou autres traîneurs de sabre.

Au cours de ces vingt années fatidiques, une grande crise de la production industrielle mondiale et du cycle commercial d'une ampleur comparable à la crise américaine de 1932, mais qui n'épargnera pas cette fois le capitalisme russe, pourra constituer la base du retour de minorités prolétariennes résolues, et qui ne seront plus microscopiques, sur des positions marxistes qui n'auront rien à voir avec l'apologie de ces pseudo-révolutions antirusses du type hongrois où paysans, étudiants et ouvriers combattent au coude-à-coude, à la manière stalinienne.

Peut-on hasarder un schéma de la future révolution internationale ? Son aire centrale sera constituée par les pays qui répondent par une puissante reprise des forces productives aux ruines de la seconde guerre mondiale : en premier lieu l'Allemagne, y compris celle de l'Est, la Pologne, la Tchécoslovaquie. L'insurrection prolétarienne, qui procédera à l'expropriation féroce de tous les possesseurs de capital « aux mains du peuple », devrait avoir son épïcentre entre Berlin et le Rhin, et entraîner rapidement dans le mouvement le nord de l'Italie et le nord-est de la France.

(1) Voir le résumé dans *Il Programma Comunista* n° 15 et 16/1955, à la fin.

Une telle perspective n'est pas accessible aux faibles d'esprit qui ne veulent même pas accorder une heure de survie relative à aucun des capitalismes, qui sont tous égaux à leurs yeux, et à exécuter en série, même s'ils ne disposent pour cela que de fusils à culasse au lieu de missiles atomiques !

Confirmant que Staline et ses successeurs ont révolutionnairement industrialisé la Russie en même temps qu'ils châtraient contre-révolutionnairement le prolétariat mondial, la Russie sera pour la nouvelle révolution une réserve de forces productives, et plus tard seulement une réserve d'armées révolutionnaires.

Après la troisième vague, l'Europe continentale sera devenue communiste politiquement et socialement, ou le dernier marxiste aura disparu.

Le capitalisme anglais a déjà brûlé les réserves qui lui permettaient, comme Marx et Engels le lui reprochèrent, d'embourgeoiser les ouvriers à la façon labouriste. Cette fois, même le capitalisme américain, dix fois plus vampire et oppresseur, les perdra à son tour dans l'affrontement suprême. A la répugnante *émulation* d'aujourd'hui se substituera le *mors tua vita mea* social.

16. C'est pour cela que notre commémoration s'adresse non pas aux quarante ans passés, mais aux vingt ans à venir, et à leur dénouement.

La crise de 1926 dans le P.C. russe et l'Internationale

Introduction

Pour qui bénéficie de près d'un demi-siècle de recul, pour qui connaît le déroulement des faits sur une longue période, il est évidemment très facile de juger que fin 1926 le stalinisme avait désormais partie gagnée ; il est encore plus facile de décréter avec la suffisance académique de ces « professeurs de marxisme » que l'Occident européen produit (et produisait déjà à l'époque) à jet continu, qu'il aurait fallu faire ceci et ne pas faire cela — et tout d'abord qu'il aurait fallu créer un nouveau parti et une nouvelle Internationale (1). « La sagesse après coup, écrivait Trotsky un an plus tôt, est la sagesse la moins valable » (2). Aux militants communistes d'alors, à ceux-là même qui comme la Gauche italienne dénonçaient depuis longtemps « le danger opportuniste dans le Komintern », la situation dans le parti russe et dans l'Internationale paraissait certes dramatique, mais non désespérée. Au cœur d'une bataille qui avait vu, après tant d'années, reprendre les grandes questions de principe, et toute la partie saine de la Vieille Garde renouer le fil brisé de la tradition bolchévique, il n'était pas permis de considérer la victoire de l'adversaire comme un fait acquis : la plus grande fermeté dans la défense des principes s'imposait au contraire,

(1) Selon les bonnes habitudes des fausses gauches européennes, le pas suivant n'était autre que la révision du marxisme restauré dans son intégralité par Lénine et le reniement de la victoire d'Octobre et de la conquête fondamentale qu'a constitué la fondation de la III^e Internationale. C'est cette trajectoire qu'ont suivi, plus ou moins, tous ces « critiques de la dernière heure » qui se sont ensuite improvisés « prophètes ».

(2) L. Trotsky, *Vers le capitalisme ou vers le socialisme*, in : Boukharine, L. Kamenev, E. Preobrajensky, L. Trotsky, *La question paysanne en URSS (1924-1929)*, Paris, 1973, p. 92.

et elle devait s'accompagner du plus haut sens des responsabilités face à des décisions qui concernaient le sort de l'ensemble du mouvement communiste et qui mettaient à l'épreuve sa capacité de se reprendre, voire à la limite de livrer une bataille ouverte.

En réalité, si le débat sur la politique étatique du parti communiste russe et, dans un second temps, sur la théorie et la pratique du « socialisme dans un seul pays », avec toutes leurs implications sur le plan intérieur et sur le plan international, avait semblé s'éteindre à Moscou après la flambée de 1923 et des premiers mois de 1924, ce n'avait été que pour se rallumer dans la deuxième moitié de 1925 ; à la stupéfaction de Trotsky lui-même, il avait fait irruption en décembre au XIV^e Congrès du parti russe, quand « la force des choses » avait parlé avec une vigueur inattendue par la bouche même de ceux qui — pour autant que pèsent les individus et les noms de personne — « portaient la responsabilité » d'une grande partie des erreurs passées. Ce débat s'était prolongé au cours des séances plénières du Comité central et de la Commission centrale de contrôle du PCR d'avril et de juillet 1926, quand l'opposition enfin unie avait apposé les signatures de Zinoviev, Trotsky, Kamenev, Piatakov, Kroupskaïa (pour ne citer que les premières) au bas de la « plate-forme des 13 ». C'était en vain que la direction stalinisée avait extorqué la déclaration du 16 octobre, dans laquelle les opposants s'engageaient à « défendre leurs conceptions uniquement dans les formes fixées par les statuts et les décisions du Congrès et du Comité central » (mais en ajoutant : « car nous sommes convaincus que tout ce qui est juste dans ces conceptions sera adopté par le Parti au cours de son travail ultérieur ») (3) ; la ~~XIV~~^{XV}^e Conférence du PCR (26 octobre - 3 novembre) avait vu en effet le débat se rallumer avec une extrême violence, préluant au nouvel incendie, malheureusement vain désormais, de 1927.

Parallèlement, la « question russe » était devenue objet de discussions dans l'Internationale. Au VI^e Exécutif élargi de l'IC (17 février - 13 mars 1926) la Gauche italienne avait été seule à demander (par la bouche d'Amadeo Bordiga) son inscription à l'ordre du jour d'un congrès mondial convoqué à cet effet, après que les sections nationales aient été préalablement mises en mesure de l'examiner sous tous ses aspects : « La révolution russe est en effet la première grande étape de la révolution mondiale, elle est aussi notre révolution, ses problèmes sont nos problèmes, et chaque membre de l'Internationale a non seulement le droit mais le devoir de collaborer à leur solution » (4). Cette demande n'avait pas été entendue, mais la question avait rebondi dans toutes les sections nationales du Komintern, contraignant

(3) « Déclaration de l'Opposition », *La Correspondance internationale*, année VI, n° 114, 23 octobre 1926, p. 1279.

(4) *Protokoll der Erweiterte Exekutive der Kommunistischen Internationale*, Moskau 17. Februar bis 15. März 1926, Hamburg, 1926, p. 611. La motion présentée par Bordiga dans ce sens se trouve à la page 651. La même demande avait été formulée par la Gauche au III^e Congrès du P.C.I. en février 1926 (voir le *Projet de Thèses présenté par la Gauche au III^e Congrès du Parti Communiste d'Italie*, dans notre recueil *Défense de la continuité du programme communiste*, Editions Programme Communiste, pp. 129-132).

l'Exécutif à la mettre à l'ordre du jour du VII^e Exécutif élargi (22 novembre - 13 décembre 1926) ; là, un parterre sélectionné de caporaux hargneux et épais, prêts à suivre le chef d'orchestre à la baguette, empêchera Trotsky de terminer son discours en défense de l'internationalisme prolétarien (5) sans toutefois oser en faire autant lors des vigoureuses interventions de Zinoviev et de Kamenev. Et, de même que la discussion interne dans le parti russe avait reflété, par-delà les hommes et leurs alignements occasionnels, la rude réalité des oppositions de classe surgissant derrière la façade de la « paix civile » et du « bloc ouvrier-paysan » idéalisés par la majorité, de même la discussion internationale avait été imposée et rendue brûlante par la pression de grands événements dans la guerre mondiale entre les classes, depuis la grève générale en Angleterre jusqu'à la révolution en Chine. Qui donc pouvait dire si dans l'Internationale elle-même le sens du gigantesque enjeu qui se décidait n'allait pas provoquer un réveil salutaire au sein des forces encore saines du communisme et du prolétariat rassemblé autour de son drapeau ? Qui était capable de dire si, malgré tout, le rempart péniblement construit par le stalinisme contre la renaissance du spectre de la révolution d'Octobre n'allait pas voler en éclats, et si la « pression disciplinaire », mi-policière mi-terroriste, exercée sur ceux qui manifestaient leur désaccord ou ne fût-ce que leurs inquiétudes, n'allait pas être obligée de se relâcher ? Le danger était double : d'une part, c'était qu'au nom des oppositions passées on refusât son entière solidarité aux combattants de la dernière bataille menée en Russie pour la défense des principes mêmes du « léninisme » ; de l'autre, c'était — comme le firent la plupart des oppositions « occidentales de gauche » — qu'on prît prétexte des difficultés du moment pour renier ces principes au nom de la démocratie, ou du moins de l'anticentralisme, et pour soumettre à révision l'idée durement acquise de la dictature du prolétariat, ou celle du caractère socialiste de la révolution d'Octobre.

Comprendre le fond des questions ardues et terriblement complexes qui se posèrent alors aux rares détachements révolutionnaires marxistes subsistant encore, cela signifie comprendre pourquoi ce qui paraît si évident aux « professeurs de marxisme » n'a pas pu se produire ; pourquoi, en particulier, la solidarité de notre courant avec l'opposition russe sur les problèmes de la politique étatique du parti — solidarité qui fut ouverte et totale, bien qu'elle provint d'un courant qui, à l'aune étroite et mesquine des oppositions allemandes ou françaises, aurait eu toutes les raisons de prendre ses distances — n'a jamais pu se traduire, abstraction faite même de l'adversité des

(5) Dans les débats de cette année-là en Russie les interruptions des congressistes sont peut-être encore plus significatives que les discours de Staline ou, « que Dieu lui pardonne » (comme aurait dit « le père des peuples »), de Boukharine. Qu'on pense à l'« hilarité » qui accueillit, à la XIV^e conférence du parti russe, le passage du discours de Trotsky où celui-ci disait que le socialisme en Russie serait construit « la main dans la main avec le prolétariat mondial », hilarité qui provoqua de sa part la réplique suivante : « Je crois qu'il n'y a pas lieu de rire quand on parle dans une Conférence du Parti Communiste d'édifier le socialisme la main dans la main avec le prolétariat mondial » (*Nouvelles interruptions* : « Pas de démagogie surtout ! Ce n'est pas avec cela que tu nous prendras » !) Cf. *Cahiers du bolchevisme*, numéro spécial, 20 décembre 1926, p. 2265.

circonstances (6), par une action commune sur la base d'une « plate-forme » commune ; pourquoi d'autre part, comme A. Bordiga l'avait dit un an plus tôt, il n'était pas possible de proposer « une orientation parallèle d'extrême-gauche dans les divers partis » (« je considère que ce serait une chose utile et peut-être nécessaire dans l'avenir, mais sa réalisation ne dépend pas du tout de ma décision d'entreprendre des rapports épistolaires ou de celle de qui que ce soit, elle dépend de causes plus profondes, dont l'échange éventuel de lettres ne pourrait être qu'un des nombreux effets extérieurs ») (7) ; pourquoi enfin notre chemin fut à partir de ce moment en opposition avec l'Internationale (si on peut parler d'Internationale à partir de 1927-1928), sans converger toutefois ni avec la voie du soi-disant « communisme occidental », ni avec celle de Trotsky, ni à plus forte raison avec celle de ses épigones, mais en s'en séparant au contraire toujours davantage.

Ce n'est donc pas par luxe intellectuel, culturel ou historiographique que nous publions la lettre envoyée par Amadeo Bordiga — pas en son seul nom personnel, évidemment — à Karl Korsch le 28 octobre 1926 (8), en réponse à la sollicitation (adressée sous forme soit de lettre, soit d'envoi des numéros publiés depuis le mois de mars du bulletin « *Kommunistische Politik* ») de prendre l'initiative de jeter les bases d'une opposition internationale de gauche. Cette lettre contient déjà en germe non seulement les motifs des futures divergences insurmontables, mais aussi les raisons d'un itinéraire dans lequel nous vîmes dès ce moment-là les prémisses d'une reprise sans aucun doute difficile et tourmentée, mais sûre, du mouvement communiste, un chemin que nous n'avons pas hésité à suivre, contre tous, jusqu'au bout.

Le débat n'était pas seulement russe, et il ne pouvait s'épuiser dans le cadre limité de la recherche de la meilleure solution pour sortir de l'état angoissant de la « situation économique et sociale en URSS » ou dans la controverse sur les délais, le rythme et la portée (comme on disait et comme on dit encore) de « l'industrialisation ». Et comme il ne s'agit pas d'une question mineure ni d'un débat de chapelle, nous essaierons d'en reconstituer les termes exacts de la manière la plus scrupuleuse possible.

(6) Il y a une coïncidence, non délibérée certes mais objective, entre les phases les plus délicates des rapports entre la Gauche « italienne » et Moscou, et la répression fasciste : en février 1923, l'arrestation et la mise en jugement de la majorité de l'exécutif du PC d'Italie facilitèrent le remplacement de la direction « bordiguiste » par une direction centriste qui, avant de céder, fut d'ailleurs elle aussi longtemps réticente devant les « cours nouveaux » et les manœuvres tactiques équivoques de la période 1923-1925. En novembre 1926 les lois d'exception du régime fasciste balayèrent les dernières forces d'opposition qui se situaient hors de Russie sur un terrain authentiquement marxiste (Bordiga fut, peu de temps après la lettre que nous publions plus loin, un des premiers à être envoyé en résidence surveillée).

(7) *Per finirla con le rettifiche* (Pour en finir avec les rectifications), *L'Unità*, 22 juin 1925.

(8) Publiée pour la première fois en 1928 dans *Prometeo*, organe de notre fraction à l'étranger.

Lettre d'A. Bordiga à K. Korsch (octobre 1926)

Naples, le 28 octobre 1926

Cher camarade Korsch,

Les questions sont aujourd'hui si graves qu'il serait vraiment nécessaire de pouvoir en discuter de vive voix et très longuement : mais malheureusement, cela ne nous est pas possible pour l'instant. Il ne m'est pas non plus possible de vous écrire en détail sur tous les points de votre plate-forme, dont quelques-uns pourraient donner lieu à une discussion utile entre nous.

Par exemple, votre « façon de vous exprimer » au sujet de la Russie me semble ne pas convenir. On ne peut pas dire que « la révolution russe est une révolution bourgeoise ». La révolution de 1917 a été une révolution prolétarienne, bien que ce soit une erreur de généraliser ses leçons « tactiques ». La question qui se pose est de savoir ce qui arrive à une dictature prolétarienne dans un pays si la révolution ne suit pas dans les autres pays. Il peut y avoir une contre-révolution ; il peut y avoir une intervention extérieure ; il peut y avoir un processus de dégénérescence dont il s'agit de découvrir et de définir les symptômes et les répercussions dans le parti communiste.

On ne peut pas dire tout simplement que la Russie est un pays dans lequel le capitalisme est en expansion. La chose est beaucoup plus complexe : il s'agit de nouvelles formes de la lutte de classe qui n'ont pas de précédents dans l'histoire. Il s'agit de montrer que toute la conception qu'ont les staliniens des rapports avec les classes moyennes constitue un renoncement au programme communiste. On dirait que vous excluez que le parti communiste russe puisse mener une politique qui n'aboutirait pas à la restauration du capitalisme. Cela reviendrait à donner une justification à Staline, ou à soutenir la position inadmissible selon laquelle il faudrait « quitter le pouvoir ». Il faut dire au contraire qu'une juste politique de classe aurait été possible en Russie sans la série de graves erreurs de politique internationale commises par toute la « vieille garde léniniste ».

J'ai aussi l'impression — je me limite à de vagues impressions — que dans vos formulations tactiques, même quand elles sont acceptables, vous accordez une valeur trop importante à ce que suggère la situation objective, qui aujourd'hui peut sembler aller à gauche. Vous savez qu'on nous accuse, nous gauche italienne, de refuser l'examen des situations : cela n'est pas vrai. Mais notre objectif est de construire une ligne de gauche qui soit vraiment générale et non occasionnelle, qui se relie à elle-même à travers les phases et les développements de situations éloignées dans le temps et différentes

les unes des autres, en les affrontant toutes sur le terrain révolutionnaire adéquat, mais sans ignorer en rien leurs caractères distinctifs objectifs.

J'en viens maintenant à votre *tactique*. Pour m'exprimer avec des formules expéditives et non... officielles, je dirai qu'elle me paraît encore, dans les rapports internationaux de parti, trop élastique et trop... bolchévique. Tout le raisonnement par lequel vous justifiez votre attitude vis-à-vis du groupe Fischer, à savoir que vous comptiez le pousser à gauche ou bien, au cas où il refuserait, le discréditer aux yeux des ouvriers, ne me convainc pas, et il ne me semble pas que dans les faits non plus il ait donné de bons résultats. D'une façon générale, je pense que ce qui doit être mis aujourd'hui au premier plan, c'est, plus que l'organisation et la manœuvre, un travail préalable d'élaboration d'une idéologie politique de gauche internationale, basée sur les expériences éloquentes qu'a connues le Komintern. Comme ce point est loin d'être réalisé, toute initiative internationale apparaît difficile.

J'ajoute quelques remarques sur notre position vis-à-vis des problèmes de la gauche russe. Il est significatif que nous ayons vu les choses différemment. Vous qui étiez très méfiants à l'égard de Trotsky, vous êtes arrivés tout de suite au programme de solidarisation inconditionnelle avec l'Opposition russe en prenant appui plus sur Trotsky que sur Zinoviev (je partage votre préférence).

Aujourd'hui que l'Opposition russe a dû « se soumettre », vous parlez de faire une déclaration dans laquelle on devrait l'attaquer parce qu'elle a laissé tomber le drapeau : c'est une chose sur laquelle je ne serais pas d'accord, alors que nous-mêmes n'avons pas cru devoir nous « fondre » sous ce drapeau international tenu par l'opposition russe.

Zinoviev et surtout Trotsky sont des hommes qui ont un grand sens de la réalité ; ils ont compris qu'il faut encore encaisser des coups sans passer à l'offensive ouverte. Nous ne sommes pas au moment de la clarification définitive, ni en ce qui concerne la situation extérieure ni en ce qui concerne la situation intérieure.

1. Nous partageons les positions de la gauche russe sur les directives de la politique étatique du parti communiste russe. Nous combattons la politique soutenue par la majorité du Comité Central comme un acheminement vers la dégénérescence du parti russe et de la dictature prolétarienne qui conduit hors du programme du marxisme révolutionnaire et du léninisme. Dans le passé nous n'avons pas combattu la politique d'Etat du parti communiste russe tant qu'elle est restée sur le terrain défini par le discours de Lénine sur l'impôt en nature et le rapport de Trotsky au IV^e Congrès mondial. Nous acceptons les thèses de Lénine au III^e Congrès.

2. Les positions de la gauche russe sur la tactique et sur la politique du Komintern, indépendamment de la question des responsabilités passées de nombre de ses membres, sont insuffisantes. Elles ne sont pas proches des positions que nous avons affirmées dès le début de l'Internationale Com-

muniste sur les rapports entre partis et masses, entre tactique et situation, entre partis communistes et autres partis soi-disant ouvriers, ainsi que sur l'appréciation de l'alternative de la politique bourgeoise. Elles se rapprochent davantage, mais non complètement, sur la question de la méthode de travail de l'Internationale et sur celle de l'interprétation et du fonctionnement de la discipline interne et du fractionnisme. Les positions de Trotsky sur la question allemande de 1923 sont satisfaisantes, de même que son jugement sur la situation mondiale actuelle. On ne peut pas en dire autant des rectifications de Zinoviev sur la question du front unique et de l'Internationale Syndicale Rouge ainsi que sur d'autres points qui ont une valeur occasionnelle et contingente, rectifications qui ne donnent pas l'assurance d'une tactique évitant les erreurs du passé.

3. Etant donné la politique de pression et de provocation des dirigeants de l'Internationale et de ses sections, toute organisation de groupes nationaux et internationaux contre la déviation à droite présente des dangers de scission. Il ne faut pas vouloir la scission des partis et de l'Internationale. Il faut laisser s'accomplir l'expérience de la discipline artificielle et mécanique en respectant cette discipline jusque dans ses absurdités de procédure tant que cela sera possible, sans jamais renoncer aux positions de critique idéologique et politique et sans jamais se solidariser avec l'orientation dominante. Les groupes idéologiques ayant une position de gauche traditionnelle et complète ne pouvaient pas se solidariser de façon inconditionnelle avec l'opposition russe, mais ils ne peuvent pas condamner sa récente soumission, qui n'est pas une conciliation de sa part : elle a subi des conditions qui n'offraient pas d'autre alternative que la scission. La situation objective et externe est encore telle qu'être chassé du Komintern signifie — et pas seulement en Russie — avoir encore moins de possibilités de modifier le cours de la lutte de classe ouvrière qu'on ne peut en avoir au sein des partis.

4. En aucun cas il ne serait possible d'admettre une solidarité et une communauté de déclarations politiques avec des éléments comme Fischer et Cie qui auraient récemment assumé dans d'autres partis ainsi que dans le parti allemand des responsabilités de direction dans un sens droitier et centriste, et dont le passage à l'opposition coïnciderait avec l'impossibilité de conserver la direction d'un parti avec l'assentiment du centre international, et avec des critiques de leur action par l'Internationale. Ceci serait incompatible avec la défense de la *nouvelle méthode* et du *cours nouveau* du travail communiste international qui doit succéder à la méthode de la manœuvre de type parlementaire-fonctionnariste.

5. Avec tous les moyens n'excluant pas le droit de vivre dans le parti, il faut dénoncer le mot d'ordre prédominant comme conduisant à l'opportunisme et contrastant avec la fidélité aux principes programmatiques de l'Internationale, principes que d'autres groupes que nous peuvent eux aussi avoir le droit de défendre, à condition qu'ils se posent la question de rechercher les déficiences initiales — non pas sur le plan théorique, mais sur le plan de la tactique, de l'organisation, de la discipline — qui ont fait

que la III^e Internationale est elle aussi susceptible de connaître des dangers de dégénérescence.

Je crois que l'un des défauts de l'Internationale actuelle a été d'être un « bloc d'oppositions » locales et nationales. Il faut réfléchir sur ce point, bien entendu sans se laisser aller à des exagérations, mais pour mettre à profit ces enseignements. Lénine a arrêté beaucoup de travail d'élaboration « spontané » en comptant rassembler matériellement les différents groupes, et ensuite seulement les fondre de façon homogène à la chaleur de la révolution russe. En grande partie il n'a pas réussi.

Je comprends bien que le travail que je propose n'est pas facile en l'absence de liens organisationnels, de possibilités de publier, de faire de la propagande, etc. Malgré cela je crois qu'on peut encore attendre. De nouveaux événements extérieurs se produiront et en tous cas j'espère que le système de *l'état de siège* disparaîtra par épuisement avant de nous avoir obligés à relever les provocations.

Je crois que nous ne devons pas cette fois-ci nous laisser entraîner par le fait que l'opposition russe a dû signer des phrases contre nous, peut-être pour ne pas devoir céder sur d'autres points dans la préparation tourmentée du document. Ces répercussions entrent aussi dans les calculs des « bolchévisateurs ».

Je tâcherai de vous envoyer des éléments sur les affaires italiennes. Nous n'avons pas accepté la déclaration de guerre que constituaient les mesures de suspension de certains dirigeants de gauche et l'affaire n'a pas eu de suite de caractère fractionniste. Jusqu'à présent les batteries de la discipline ont tiré dans du coton. Ce n'est pas une ligne très belle et qui nous contente tous, mais c'est la moins mauvaise possible. Nous vous enverrons copie de notre recours à l'Internationale.

En conclusion, je ne crois pas qu'il faille faire une déclaration internationale comme vous le proposez, et je ne pense même pas que la chose serait réalisable en pratique. Je crois toutefois utile d'effectuer dans les divers pays des manifestations et des déclarations idéologiquement et politiquement parallèles dans leur contenu sur les problèmes de la Russie et du Komintern, sans aller pour autant jusqu'à donner le prétexte du « complot » fractionniste, et chacun élaborant librement sa pensée et ses expériences.

Dans cette question interne, j'estime qu'il est plus souvent préférable d'employer la tactique qui consiste à se laisser pousser par les événements, et qui est certainement dans les questions « externes » très nocive et opportuniste. A plus forte raison si l'on tient compte du fonctionnement spécial du mécanisme du pouvoir interne et de la discipline mécanique dont je persiste à croire qu'elle se brisera d'elle-même.

Je sais avoir été insuffisant et peu clair. Veuillez m'excuser et, pour l'instant, recevez mes cordiales salutations.

A. BORDIGA.

La Gauche communiste d'Italie face au débat dans le parti russe

A supposer même que les circonstances extérieures ne l'aient pas interrompu, l'échange de correspondance entre la Gauche italienne et le groupe Korsch n'aurait pas eu de suite étant donné les positions bientôt prises par ce dernier (sans parler, comme nous le verrons, d'autres courants d'opposition en Allemagne). En dépit de sa brièveté, la lettre de Bordiga à Korsch établit toutefois certains points qui méritent d'être soulignés afin d'éclairer, avant d'aller plus loin, la portée des désaccords et des points d'accord entre nous et les autres oppositions au stalinisme rampant.

1) Indépendamment de toute considération de sa part sur la tactique et la méthode de travail de l'Internationale à partir du IV^e Congrès (et, sur certaines questions particulières, encore plus tôt) la Gauche italienne avait été la seule à lancer depuis longtemps un cri d'alarme à propos de la situation du parti russe : « *Je voudrais dire sincèrement, avait proclamé Bordiga au V^e Congrès (juillet 1924), c'est-à-dire à l'époque de la « première » opposition en Russie, que dans la situation présente c'est l'Internationale du prolétariat révolutionnaire mondial qui doit rendre au Parti communiste russe une partie des nombreux services qu'elle a reçus de lui. La situation la plus dangereuse du point de vue du danger révisionniste de droite, c'est la situation du parti russe, et les autres partis doivent le soutenir contre ce danger* » (1). Dans les thèses présentées par la Gauche au congrès de Lyon du P.C. d'Italie (janvier 1926), l'orientation qui prévalait dans le PCR (et qu'on appellera plus tard le stalinisme) était dénoncée, sans que sa victoire soit tenue pour acquise, comme faisant partie « des plans contre-révolutionnaires qui tablent sur des facteurs internes — paysans riches, nouvelle bourgeoisie et petite-bourgeoisie — et externes — puissance impérialistes — [...] que ces plans prennent la forme d'une agression intérieure et extérieure ou d'un sabotage et d'un infléchissement progressifs de la vie sociale et de l'Etat russe, qui les contraignent à une lente involution au terme de laquelle ils auraient perdu leurs caractères prolétariens » (2).

(1) Discours à la 13^e séance, 25 juin 1924, cité ici d'après le texte italien publié par *Lo Stato operaio* du 7 août de la même année.

(2) *Projet de thèses présenté par la gauche au III^e Congrès du PC d'Italie, op. cit.*, p. 132. C'est justement à cause de cette grave menace qu'à Lyon, et peu après à Moscou, la Gauche avait insisté sur le fait que « *la question russe doit être posée devant l'Internationale pour une étude complète* », nonobstant le fait que le Parti communiste soviétique se soit déjà prononcé, et « *même si l'opposition russe battue a renoncé à l'exiger [elle avait déjà renoncé au XIV^e Congrès en décembre 1925], ce qui ne change absolument rien au problème* » (*ibid.*).

C'est précisément parce que l'opposition russe se rebellait contre cet inflexible et cette déprolétarianisation, et donc contre un processus de dégénérescence en cours et « ses conséquences dans le parti », et qu'elle voulait que celui-ci revienne à la saine orientation marxiste des bases, des perspectives et des buts de la NEP (indiquée par Lénine dans sa brochure sur *L'impôt en nature*, ses thèses et son discours sur la tactique du PCR au III^e Congrès mondial, et par le discours de Trotsky sur le même sujet au IV^e Congrès), qu'aux yeux de la Gauche « italienne » cette opposition défendait dans les débats des années 1925-1926 le grand héritage de la révolution d'Octobre et de Lénine. Quelles qu'aient pu être ses erreurs de politique internationale (et elles étaient graves !), quelles qu'aient été les responsabilités d'au moins une partie de ses dirigeants, y compris dans les déviations de politique intérieure, la « vieille garde léniniste » qui s'était regroupée contre Staline-Boukharine représentait à ce moment les intérêts *immédiats et ultimes* de la classe ouvrière. Non seulement on lui devait une solidarité pleine et entière pour ce qu'elle défendait dans un combat inégal, mais on ne devait pas l'accabler si, dans sa lutte désespérée face à un ennemi prêt à exploiter le moindre prétexte pour étouffer sa voix (au besoin en la chassant du parti sous prétexte de « scissionnisme »), elle se résignait à « encaisser de nouveaux coups » en attendant de pouvoir passer à l'offensive ouverte dans des conditions moins défavorables (du moins elle l'espérait, et on ne pouvait pas exclure qu'elles finiraient par le devenir, même si lorsque l'opposition engagea effectivement cette offensive peu de temps après, elle ne put que constater que les jeux étaient faits — mais ceci est une autre histoire). Des coups, du reste, les militants révolutionnaires des autres partis de l'Internationale étaient eux aussi contraints d'en encaisser. A eux aussi, de la même manière et pour les mêmes raisons, il incombait de se battre *jusqu'au dernier, à l'intérieur de l'Internationale*, en sachant que compte tenu de la situation objective et externe, « être chassé du Komintern signifiait, et pas seulement en Russie, avoir *encore moins* de possibilités de modifier le cours de la lutte de la classe ouvrière qu'on ne peut en avoir au sein des partis ». Ce n'était pas une situation « idéale » : c'était accepter un état de fait *dans l'intérêt* de la cause.

2) La solidarité envers les camarades russes ne signifiait pas et ne pouvait pas signifier pour notre courant une adhésion entière à leurs thèses sans distinction. Le talon d'Achille de l'opposition russe *en 1926* restait son incapacité à passer de la dénonciation correcte des facteurs objectifs et subjectifs qui poussaient le parti « hors du marxisme et du léninisme », et du rappel vigoureux des fondements de la politique étatique fixés par Lénine, à la mise en évidence des causes qui avaient déterminé l'isolement ou le quasi-isolement de son courant sur le plan *international*. En d'autres termes, l'opposition russe ne voyait pas les « déficiences initiales — non pas sur le plan théorique, mais sur le plan de la tactique, de l'organisation, de la discipline », qui avaient fait, *indépendamment même des causes qui avaient provoqué la dégénérescence du parti russe*, que la III^e Internationale était « elle aussi susceptible de connaître des dangers de dégénérescence », et qui l'avaient donc rendue non seulement incapable de *faire bloc* autour des

derniers défenseurs de l'internationalisme prolétarien, mais prête à s'attaquer à eux ou à renier des principes que les sections nationales avaient déjà trop souvent bafoués (ou laissé bafouer). La même incapacité se reflétait dans le caractère incomplet des positions de l'opposition russe sur la tactique et la politique du Komintern en 1925-1926. Nous partageons entièrement le jugement qu'elle portait sur la situation internationale d'alors, ainsi que sur les manœuvres désastreuses vis-à-vis du Comité anglo-russe ou de l'Internationale syndicale d'Amsterdam : mais ce jugement ne suffisait pas pour résoudre correctement les problèmes des rapports entre parti et masse, entre tactique et situation, entre partis communistes et autres partis dits ouvriers, ni ceux de l'appréciation des alternatives de la politique bourgeoise, et aussi longtemps que tous ces problèmes n'étaient pas résolus, il ne pouvait avoir qu'une valeur de *circonstance*. Sur tous ces problèmes, la Gauche « italienne » n'avait cessé de se battre depuis la fin de 1921. Les décisions des Congrès de l'Internationale et des Exécutifs élargis successifs les avaient rendus encore plus compliqués et confus, et tous les hommes de la Vieille Garde y avaient leur part de responsabilité. C'est ainsi que les déviations et les défaites survenues dans tous les pays avaient été, sinon déterminées mécaniquement en bloc, du moins rendues possibles (3).

Sur ce terrain, à la différence de la question de la politique étatique du PCR et de la bataille contre la théorie et la pratique du « socialisme dans un seul pays », un alignement entre *notre* opposition et l'opposition russe était de fait impossible. Il est à peine utile d'ajouter qu'il ne sera *jamais plus possible* par la suite, ne serait-ce qu'à cause de ce « vice d'origine ».

3) Si en 1926 (nous rappelons qu'il ne s'agit pas ici d'aller plus loin : nous analysons *les racines* des divergences ultérieures, nous n'en suivons pas les développements) nous convergions sur un certain plan avec l'opposition russe en même temps que nous en divergeons sur un autre plan sans que cela remette en cause notre solidarité dans la bataille gigantesque qui est livrée, avec les « oppositions » occidentales, par contre, les divergences portent sur *l'ensemble* des questions en jeu. Et nous devons dire tout de suite qu'indépendamment des noms de personnes, les origines du désaccord remontent loin dans le temps, c'est-à-dire aux premières manifestations (Kaaopédistes ou autres) du soi-disant « communisme occidental ».

Rien n'a jamais été plus étranger à notre courant que les théorisations improvisées de type impressionniste, comme celle qui tirait de la crise de 1926 la conclusion que la révolution russe avait été une révolution « bourgeoise ». Pour nous, l'opposition au stalinisme devait *au contraire* se

(3) La « méthode de travail » dévoyée de l'Internationale décadente, la pratique manœuvrière et fractionniste-parlementaire adoptée pour résoudre les questions les plus délicates d'orientation politique des sections nationales, le « terrorisme idéologique », etc., toutes ces pratiques que notre courant avait tant de fois dénoncées au cours des années précédentes, se retourneront en 1926 *contre* ces militants qui malheureusement les avaient mises en pratique ou cautionnées : comme dans le cas de l'éclectisme tactique, l'histoire se vengera là encore cruellement de ceux qui avaient cru pouvoir la forcer par des moyens « impropres » d'un point de vue marxiste.

baser sur la revendication intégrale de la conquête *politiquement socialiste* de la révolution d'Octobre (même si, *comme la doctrine l'avait prévu*, le prolétariat russe et son parti avaient dû et devaient remplir des tâches *économiques* bourgeoises) et de son prolongement nécessaire la NEP (« Etant donné les conditions de l'économie russe et le fait que la bourgeoisie reste au pouvoir dans les autres pays, peut-on lire dans les *Thèses de Lyon* à propos de la justification léniniste de la NEP, des marxistes ne pouvaient pas poser autrement la question de la perspective de développement de la révolution mondiale et de la construction de l'économie socialiste ») (4). La question que devaient se poser les révolutionnaires marxistes, une question bien plus complexe et riche de leçons pour l'avenir, était de savoir quel pouvait être le sort d'une dictature *indiscutablement prolétarienne et socialiste* dans un pays si des révolutions victorieuses ne se produisaient pas dans les autres pays : contre-révolution ? agression extérieure ? ou bien comme dans le cas de la Russie, « processus de dégénérescence dont il s'agit de découvrir et de définir les symptômes et les répercussions dans le parti » ? Pour répondre à cette question, on ne pouvait se borner à une analyse *purement et simplement économique* portant sur le degré « d'expansion du capitalisme » en Russie (cette « expansion », contrôlée et « tenue en bride » par le pouvoir d'Etat, était le fondement même, inattaquable sur le plan marxiste, de la NEP !) Il fallait étudier les modifications intervenues dans les *rapports des forces entre les classes* et, comme l'avait mille fois rappelé Lénine, il fallait voir quelle était la *politique* menée par le parti au pouvoir pour faire face à ces modifications dans l'intérêt et en direction de la révolution internationale (ou le cas échéant en sens contraire). Toute autre position revenait à exclure que le parti bolchévik puisse avoir une politique qui ne mène pas à la « restauration du capitalisme » et donc soit à justifier « Staline » soit à soutenir « la position *inadmissible* selon laquelle il faudrait *quitter le pouvoir* ». Il n'y avait donc de notre part aucune remise en question des « enseignements d'Octobre » à la manière de la Gauche allemande (ou de certaines « oppositions » russes), mais un effort pour tirer de la situation ce que trente ans plus tard la Gauche organisée en parti appellera les « leçons des contre-révolutions ». C'était là, soit dit en passant, la seule manière de sortir du dilemme en forme de cul-de-sac « pour ou contre Staline » ou, pour éviter de personnaliser exagérément les phénomènes historiques, « pour ou contre la bureaucratie ».

La Gauche « italienne » avait horreur des condamnations sommaires qui avaient malheureusement fini par devenir un usage établi dans la période de déclin de la III^e Internationale : il s'agissait avant tout, avait répété Bordiga au VI^e Exécutif élargi en se référant *aussi* à Korsch, de *comprendre les racines* des déviations, même de droite. Mais elle accueillait surtout avec la plus grande méfiance les passages brusques ou précipités de l'acceptation enthousiaste de telle ou telle solution tactique ou organisationnelle au refus dédaigneux et global, sur la base non pas de considérations de

(4) *Projet de thèses présenté par la Gauche au III^e Congrès du PC d'Italie, op. cit., p. 129.*

principe mais des suggestions *immédiates* des situations contingentes. Ainsi l'opposition allemande, qui avait pris position *sans réserves* pour le front unique dans son interprétation la plus large et la plus équivoque, et pour le gouvernement ouvrier et paysan *en bloc*, les condamnait maintenant de façon sommaire en fonction de son appréciation — par ailleurs discutable — des potentialités révolutionnaires de la situation économique et sociale de 1926 ; de la même façon le KPD dans son ensemble était passé tour à tour du légalisme accommodant et manœuvrier à l'extrémisme offensif (et inversement) en fonction des flux et des reflux *réels ou supposés* de la situation en Allemagne. Là encore, la seule façon positive — et donc féconde de résultats durables — de réagir sur le plan international à la catastrophe du stalinisme, c'était de dégager des méandres de la situation du moment les questions programmatiques qui y étaient impliquées en visant, comme le dit la lettre à Korsch, à « construire une *ligne de gauche* qui soit vraiment générale et non occasionnelle, qui se relie à elle-même à travers les phases et les développements de situations éloignées dans le temps et différentes les unes des autres », mais sans ignorer en rien leurs caractères distinctifs, pour pouvoir les affronter toutes sur le terrain révolutionnaire adéquat. De la même manière, il fallait sortir pour toujours des manœuvres soi-disant « élastiques » qui consistaient à se rapprocher de groupes et de formations de nature équivoque dans l'espoir illusoire de les « pousser à gauche » ou de les « discréditer aux yeux des ouvriers ». Vieille leçon que celle-là, leçon inséparable de toute la polémique soutenue par la Gauche italienne au sein du Komintern, mais leçon toujours difficile à apprendre. Que cela imposât d'affronter sérieusement un problème plus vaste, celui de la possibilité ou non de généraliser aux pays capitalistes avancés dotés d'une longue et funeste tradition démocratique les « leçons tactiques » de la révolution socialiste en Russie (5), c'était pour nous une évidence : nous n'avions pas attendu 1926 pour le demander.

4) La formation d'une « opposition internationale de gauche » pouvait, comme cela avait déjà été dit au V^e Congrès mondial deux ans plus tôt, se révéler nécessaire à la longue ; mais la condition de sa constitution, et *a fortiori* de la construction d'une nouvelle Internationale (dans une hypothèse encore éloignée, et dans des délais qu'on ne pouvait écourter sous peine de grave légèreté) était que celle-ci naisse comme un *corps homogène* sur le plan de la doctrine, du programme, de la tactique, et donc aussi de l'organisation, et non comme un *agrégat* d'oppositions locales et nationales *discordantes* unies par le seul lien *négatif* du refus du stalinisme (comme la III^e Internationale avait fini par le devenir à l'égard de la social-démocratie de droite et du centre, contre les intentions de ses fondateurs). Mais cela

(5) Nous avons toujours soutenu qu'une tactique « plus directe » était nécessaire dans cette affaire, *non pas* parce que, comme disait le « communisme occidental », le prolétariat y aurait été plus « conscient » ou « préparé », mais *au contraire* parce qu'il était, pour des raisons objectives ou subjectives, plus vulnérable à l'influence des idéologies ennemies face à un adversaire mille fois plus *expérimenté* et *puissant* que celui auquel les bolchéviques avaient dû se mesurer ! Ce point est largement développé dans le second volume de notre *Storia della Sinistra Comunista* (Histoire de la Gauche Communiste) 1919-1920, chapitres VIII et IX (traduits en français dans *Programme communiste* n^{os} 58, 59 et 60).

n'était possible que si on avait la force de tirer le bilan *complet et radical* du passé. En 1926, ce bilan — en tant que bilan *global* — était certainement prématuré. Mais il n'était pas trop tôt pour en jeter *les bases* à travers un travail d'élaboration mettant au centre du problème les « expériences éloquentes qu'a connues le Komintern », mais sans oublier — quelle que fût l'issue finale de l'affrontement des années 1926-1927 — la question plus complexe du cours subi par la révolution d'Octobre en liaison avec le mouvement communiste mondial, et des oscillations de ses orientations : on pouvait revenir ainsi aux fondements mêmes de la doctrine marxiste des « révolutions doubles » et déblayer le terrain non seulement des déformations intéressées de l'adversaire, mais aussi des carences, des incertitudes et des incompréhensions dont avaient souffert *toutes* les parties en cause — à droite comme à gauche — dans le débat de 1926.

Aussi généreux qu'ils aient été — et celui de Trotsky au cours des années qui suivirent immédiatement le fut indiscutablement — tous les efforts pour faire passer « l'organisation et la manœuvre » avant ce travail préalable étaient condamnés d'avance à l'échec. Pire, ils ne pouvaient aboutir qu'à la démoralisation et pour finir à la corruption de la théorie et du programme. Les opposants de gauche en Allemagne et en Russie en 1926 n'étaient pas sensibles à cette exigence préalable, et rétrospectivement il n'est pas difficile d'établir que *dans ces conditions* tout ce que l'on craignait allait *inévitablement* se produire, sans même la compensation à court terme d'avoir opposé un rempart efficace à la contre-révolution qui s'étendait.

Aussi tragique que fût la situation des militants révolutionnaires en 1926, il fallait, *sans se rendre*, obéir aux durs commandements de l'histoire et « ne pas être pressé ». Dans les phases de reflux — c'est Trotsky qui l'avait dit le premier, et magistralement — l'impatience est la pire conseillère des révolutionnaires. Il fallait comprendre qu'au-delà de toute volonté humaine et à l'encontre de tous nos désirs, il y a de longs cycles historiques au cours desquels il faut *savoir accepter la réalité de la défaite* pour construire sur ses leçons la voie de la remontée sur un plan plus élevé : c'est ce que nous enseigne l'attitude de Marx et Engels après 1848.

Mais pour comprendre cette autre face d'un *même drame*, il faut se situer à un niveau bien au-dessus des petites polémiques, de l'orgueil partisan, et bien sûr de la suffisance académique. Il faut, en bons matérialistes dialectiques, reconnaître que si notre courant a pu, seul, faire ce bilan et renouer le fil brisé de la ligne qui avait relié par-delà presque un siècle Marx à Lénine, c'est parce qu'il avait l'avantage sur les « gauches » du centre de l'Europe d'une *continuité ininterrompue* dans son orientation, sans déviations, sans remises en cause et sans retours en arrière, depuis avant 1914 jusqu'à l'après-guerre. D'autre part, il avait sur la gauche en URSS l'avantage — qu'il n'avait ni recherché ni voulu — de ne pas subir *matériellement* la pression fantastique que les forces jaillies du sous-sol économique et social russe exerçaient sur un petit groupe de combattants que l'histoire avait condamnés à combattre *seuls*, de la même façon qu'ils avaient combattu seuls pendant les années de feu, au cœur de l'ouragan. Ce n'est qu'ainsi que l'on peut

comprendre historiquement — comme nous l'avons développé dans de nombreux textes de parti — le destin d'un Trotsky qui se débat en s'efforçant de dépasser les limites de la « discussion russe » de 1926-1927 et qui, malgré des éclairs puissants d'intuition, ne cesse d'y retomber, que ce soit dans l'interprétation des caractères fondamentaux de la « structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui » (pour reprendre le titre d'un de nos travaux de parti), ou dans sa tentative de définir une « ligne politique de gauche vraiment générale ». Ce n'est qu'ainsi que l'on peut comprendre comment, par une féroce ironie de l'histoire, tant d'opposants russes se plièrent à la loi d'un ennemi beaucoup trop fort (et sans scrupules), ou bien crurent reconnaître en lui, lors du prétendu « tournant » de 1928, celui qui allait mettre en pratique, fût-ce involontairement, les thèses qu'ils avaient longtemps soutenues, alors que les adversaires de « droite » des années précédentes se levaient *contre* la direction stalinienne de l'Internationale et du Parti. Ce n'est qu'ainsi que l'on peut *comprendre* et en même temps *recupérer*, grâce à l'application tenace de la méthode marxiste et sans aucune « camaraderie charitable », ces grands militants révolutionnaires que le stalinisme a couverts de boue avant de les faire passer devant le peloton d'exécution, c'est-à-dire sauver des misères de la contingence un patrimoine qu'ils ont défendu avec des armes inégales et insuffisantes certes, mais avec un dévouement suprême (6).

Cela devait, nous semble-t-il, être dit avant de passer à la suite de cette étude, qui n'est ni facile ni brève, et qui ne peut prendre comme point de départ que la manière dont fut posée par Lénine la grandiose question de la dynamique des *forces sociales* et des *rappports entre les classes* en Russie, sur le fond de la perspective révolutionnaire internationale.

Qui vaincra ?

Qui vaincra ? La question se fait de plus en plus lancinante dans les derniers écrits de Lénine : « Saurons-nous tenir avec notre petite et très petite production paysanne, avec l'état de délabrement de notre pays, jusqu'au jour où les pays capitalistes d'Europe auront achevé leur développement vers le socialisme ? » (7) ; « la masse paysanne, fidèle à son alliance avec la classe ouvrière, marchera-t-elle avec cette dernière, ou bien laissera-t-elle les « nepmans », c'est-à-dire la nouvelle bourgeoisie, la désunir, la séparer des ouvriers ? » (8). En fait, la question court à travers toute son œuvre, non seulement à partir d'Octobre ou de la veille d'Octobre, mais à partir des

(6) D'ailleurs, le bilan dont il est question ci-dessus n'a pu être complété par notre Parti que dans les années 1952-1962, au cours d'un cheminement accidenté et assez long ; c'est là une preuve qui montre *a contrario* qu'on ne pouvait pas, même dans une situation moins défavorable, forcer le temps.

(7) *Mieux vaut moins mais mieux*, 4 mars 1923. Traduction française : *Œuvres*, tome 33, p. 514.

(8) *Comment réorganiser l'inspection ouvrière et paysanne*, 23 janvier 1923. *Œuvres*, tome 33, p. 500.

Deux tactiques et, d'une façon générale, à travers toute sa lutte pour défendre la conception théorique marxiste, et en tant que telle éminemment dialectique, des révolutions doubles. En réalité, la question renferme les deux aspects inséparables du dilemme pour le véritable protagoniste historique de ces révolutions, le prolétariat : d'une part, celui-ci doit inévitablement remplir des tâches économiques — et en partie sociales — bourgeoises, qui ne sont donc pas les siennes ; d'autre part, c'est de la victoire de la révolution prolétarienne au moins dans quelques pays capitalistes hautement développés que dépend, après la conquête du pouvoir politique (une conquête faite par le prolétariat seul, si nécessaire, comme cela avait été le cas dans la révolution d'Octobre), la possibilité de ne pas être emporté au cours de la réalisation de ces tâches par la reprise armée de la lutte de classe interne. Le pouvoir politique est lui-même une gigantesque force économique, et un parti qui s'était préparé pendant des décennies aux tâches de la « révolution ininterrompue », qui avait l'appui d'un prolétariat prêt à tous les sacrifices, et qui tenait fermement en mains le levier de la grande industrie, disposait des facteurs essentiels pour contrôler et diriger les poussées sociales inévitables d'une économie qui en était encore restée en grande partie à un stade prébourgeois, voire patriarcal, et qui était donc condamnée à parcourir un cycle encore plus long et plus complexe que le cycle capitaliste. Seul manquait une condition, et une condition cruciale : la certitude que la révolution mondiale, dont le parti russe se savait à la fois partie et avant-garde, éclaterait plus ou moins rapidement. Le parti pourrait-il résister sans se briser ou se déformer à la tension surhumaine imposée par une situation de ce genre ?

Ce dilemme ne justifiait ni la panique ni même le découragement, mais n'autorisait pas non plus l'optimisme béat : tout dépendait des délais, du rythme, de la durée de ce processus d'assemblage des « deux moitiés dépareillées de socialisme », la moitié politique en Russie et la moitié économique (et technique et scientifique) en Allemagne, seul processus qui pouvait permettre, sinon de sauter par-dessus le stade intermédiaire du capitalisme sous ses formes les plus modernes, du moins d'en raccourcir la durée dans l'immense aire bourgeoise et prébourgeoise où avait éclaté la première révolution prolétarienne du monde. Mais cela dépendait aussi de la clarté de vision du parti qui devait poursuivre sa route en tant qu'avant-garde de l'armée prolétarienne mondiale à l'aide de la boussole sûre du marxisme.

Cette question se retrouve, ouvertement formulée ou sous-entendue, à chaque moment et à chaque pas de l'épopée de la guerre civile et de sa réédition sous une autre forme qu'avait été pour Lénine la NEP (9). Elle est inséparable de la lutte incessante contre l'impatience, la hâte, la « vantardise » et les « fanfaronnades » de tous ceux qui au sommet du parti croyaient qu'on pouvait éluder ou passer sous silence l'énorme complexité des tâches imposées par l'histoire à la dictature rouge, et qu'on pouvait — en pensée, c'était

(9) « La lutte sera encore plus acharnée, encore plus cruelle, que la lutte contre Koltchak et Dénikine » (La nouvelle politique économique et les tâches des services d'éducation politique, 19 octobre 1921. Œuvres, tome 33, p. 60).

évidemment facile — sauter par-dessus les « maillons intermédiaires » sur le plan économique, et donc aussi sur le plan des rapports de classe. Ces maillons, auxquels il fallait au contraire désespérément s'accrocher — et sans avoir peur de le dire — étaient ceux d'une « période de lente édification et d'énergiques 'stimulations' », d'une « longue lutte acharnée livrée par le rigoureux esprit de discipline prolétarien à l'élément menaçant de l'anarchie et du laisser-aller petits-bourgeois », en attendant de pouvoir « passer au maillon suivant, qui nous attire par son éclat particulier, l'éclat des victoires de la révolution prolétarienne internationale » (10).

Ces maillons intermédiaires, Lénine les prévoyait aussi bien à la veille d'Octobre 1917 (11) qu'au lendemain de la paix de Brest-Litovsk (époque à laquelle remontent les phrases citées ci-dessus dirigées contre l'« infantilisme de gauche » et Boukharine en particulier), ou au VIII^e Congrès du parti russe en mars 1919. Certes, comme il le disait alors, il aurait été « infiniment agréable » d'avoir affaire à un capitalisme qui aurait fait au pouvoir dictatorial bolchévik la grâce d'adopter à l'échelle générale la « superstructure » impérialiste-monopoliste du capitalisme d'Etat (comme Boukharine aurait voulu le mettre dans le programme du parti) ; mais la dure réalité était celle du capitalisme privé, dispersé, libre et concurrentiel, le même qu'en... 1903, un capitalisme sans cesse renaissant (ou seulement naissant), et grandissant au-dessous de ce « sommet » (12) sous la forme de la petite et surtout de la moyenne économie paysanne et accessoirement urbaine avec son environnement inévitablement mercantile. Non seulement cette économie et cet environnement n'avaient pas cessé d'exister, mais il fallait, ne fût-ce que pour survivre, les encourager à reflourir à l'échelle de l'immense étendue du pays. Ces maillons étaient prévus alors, quand l'étau féroce de la guerre civile

(10) *Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets*, 28 avril 1918. *Œuvres*, tome 27, pp. 285-286.

(11) Voir *La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer*, 10-14 septembre 1917, *Œuvres*, tome 25, pp. 388-390 en particulier. Il convient de souligner que même dans le cas d'une révolution socialement prolétarienne, la série d'« interventions despotiques » du pouvoir dictatorial dans l'économie ainsi que dans les rapports de propriété forme une chaîne unique de « maillons intermédiaires » (qu'on pense aux mesures concernant les petites exploitations paysannes et, en partie, industrielles, ainsi que le réseau de distribution qui leur est lié, qui ne peuvent être supprimés d'un seul coup) ; ces mesures méritent de plein droit le titre de « mesures socialistes » en tant qu'elles sont mises en œuvre par la dictature prolétarienne dans la direction du socialisme. C'est pourquoi l'emploi de l'adjectif « socialiste », dans sa signification éminemment politique, pour les révolutions doubles, ne doit pas scandaliser à condition qu'il soit bien clair que dans ce cas les « maillons intermédiaires » constituent dans leur enchaînement un processus moins d'« administration de formes économiques capitalistes » que d'accélération du passage à ces formes à partir de stades historiquement bien antérieurs, et de constitution organique d'un marché intérieur, avec tout ce qu'un tel processus implique pour les rapports matériels de force entre les classes naissant ou se reproduisant sur un terrain aussi complexe.

(12) « Si nous avons affaire à un impérialisme intégral qui eût profondément transformé le capitalisme, notre tâche serait cent mille fois plus facile. Nous aurions un système où tout serait soumis au seul capital financier. Nous n'aurions plus qu'à supprimer le sommet et à remettre le reste au prolétariat. Ce serait infiniment agréable, mais la réalité est tout autre. » (*Rapport sur le programme du parti au VIII^e Congrès du PC(b)R*, 19 mars 1919. *Œuvres*, tome 29, p. 166).

imposait de façon urgente une série de concessions au « paysan moyen » pour l'isoler du koulak et le rapprocher du paysan pauvre et très pauvre, sachant qu'en Russie (il faut s'en souvenir pour les discussions ultérieures dans le parti) « le paysan moyen est celui qui n'exploite pas le travail d'autrui, ne vit pas du travail des autres, ne profite nullement et dans aucune mesure des fruits du travail d'autrui, mais qui travaille lui-même et vit de son propre labeur » et qui possède au maximum « deux chevaux et une vache, deux vaches et un cheval, etc. » (13). Mais ils étaient prévus aussi au moment même où l'on saluait les « samedis communistes » comme les rares « germes », les « embryons encore très faibles de socialisme », c'est-à-dire d'un régime économique et social dans lequel, le temps de travail socialement nécessaire étant réduit au minimum, on travaille gratuitement et sans aucune contrainte au service de la collectivité : l'orgueil et l'enthousiasme qui avaient accueilli cette initiative étaient légitimes, mais ils n'autorisaient pas à oublier que l'on ne faisait que les « premiers pas » en direction de cet objectif (ou plutôt « vers la transition » dans cette direction) et que, à la question de savoir « ce que représente le régime économique actuel de la Russie soviétique » on avait pour devoir de répondre qu'il ne pose que « les fondements du socialisme dans la grande production » (« il n'existe encore rien de communiste dans notre régime économique ») (14).

Ces maillons, Lénine les avait prévus en décembre 1918 quand il avait déclaré sans fard devant une assemblée rurale : « Il va de soi qu'une révolution de ce genre, le passage des petites exploitations paysannes individuelles à l'exploitation collective de la terre, exige une longue période, qu'elle ne peut en aucun cas être accomplie d'emblée. Nous savons fort bien que dans les pays de petite exploitation paysanne, la transition au socialisme est impossible sans une série d'étapes préliminaires et graduelles » (15). Mais il les avait prévus aussi en avril 1920, alors que la guerre civile touchait péniblement à sa fin et qu'apparaissaient les problèmes de la reconstruction économique. Après avoir précisé que « les paysans sont restés propriétaires de leur production et [que] cela a engendré et continue d'engendrer, depuis le renversement de la bourgeoisie, de nouveaux rapports capitalistes », Lénine avait élargi le problème en l'étendant au domaine plus vaste et plus difficile

(13) *Rapport sur le travail à la campagne* au VII^e Congrès du PC(b)R, 23 mars 1919, *Œuvres*, tome 29, p. 208 ; pour la phrase précédente, *A propos des paysans moyens*, discours enregistré sur disque, mars 1919, *ibid.*, p. 249.

(14) *La grande initiative*, 28 juin 1919, *Œuvres*, tome 29, p. 431, et *Rapport sur les samedis communistes*, 21 décembre 1919, *Œuvres*, tome 30, p. 294. Dans ce texte Lénine dit même, après avoir expliqué pour quelles raisons de principe le parti avait pris le nom de parti communiste, que « le mot de « communiste » doit être traité avec une grande circonspection » car « si l'on interprète le nom de « parti communiste » en disant que le régime communiste est réalisé en ce moment, il en résultera une immense déformation et un préjudice pratique qui équivaudraient à la plus vaine des vantardises » (p. 293). Ce qui rappelle la phrase de 1918 : « Aucun communiste n'a nié, semble-t-il, que l'expression de « République socialiste des Soviets » traduit la volonté du pouvoir des Soviets d'assurer la transition au socialisme, mais n'entend nullement signifier que le nouvel ordre économique soit socialiste » (cité dans *L'impôt en nature*, *Œuvres*, tome 32, p. 350).

(15) *Discours prononcé au I^{er} Congrès des sections agraires, des Comités des paysans pauvres et des Communes de Russie*, 11 décembre 1918. *Œuvres*, tome 28, p. 354.

des rapports matériels et des rapports de force entre les classes : « Nous soutenons une lutte de classes, et l'abolition des classes est notre but. *Tant qu'il y aura des ouvriers et des paysans, le socialisme ne sera pas réalisé.* Dans la pratique une *lutte inconciliable* se livre à chaque pas. Il faut se demander comment et dans quelles conditions le prolétariat, disposant d'un appareil de contrainte aussi puissant que l'Etat, peut *rallier* le paysan *en qualité de travailleur* et le briser ou le neutraliser, le mettre hors d'état de nuire, en qualité de propriétaire » (16). Telle était la clef de la nouvelle politique économique, une politique qui n'avait rien d'idyllique, d'harmonieux ni de... boukharinien.

Une fois achevé dans son ensemble le cycle de la guerre civile avec ses mesures de « forteresse assiégée », les tâches *économiques bourgeoises* de la révolution — de toute révolution — en Russie étaient revenues peser de leur poids gigantesque, aggravé par les énormes destructions et la désorganisation de la période de guerre, et par le nouveau retard des échéances révolutionnaires en Europe et dans le monde. Sous l'angle des rapports de classe, les deux faces du dilemme avaient reparu sous la forme : 1) d'« un prolétariat industriel qui, chez nous, en raison de la guerre, de la ruine et des destructions terribles, est déclassé, c'est-à-dire qu'il a été détourné de son chemin de classe et a cessé d'exister en tant que prolétariat » (17), d'où l'absence de la condition *sine qua non*, du *fondement matériel et social* du passage au socialisme, la grande industrie, qui est « la base de l'organisation économique socialiste puisqu'elle groupe les ouvriers industriels d'avant-garde, la classe qui exerce la dictature du prolétariat » (18) ; 2) d'une classe paysanne constituant l'énorme majorité de la population russe, et qui « grâce à l'énergie prolétarienne et à l'abnégation de la dictature prolétarienne [...] a pu triompher à une vitesse inégalée de ses ennemis de droite, de la classe des grands propriétaires fonciers ; elle les a balayés de haut en bas, elle a aboli leur domination avec une rapidité inouïe. Mais plus vite elle abolissait cette domination, plus vite elle étendait son exploitation sur les terres remises au peuple, plus résolument elle faisait justice d'une petite minorité de koulaks, et plus rapidement elle se transformait elle-même en petits patrons. [...] Nos campagnes sont devenues [ainsi] pendant cette période plus petites-bourgeoises. *C'est une classe à part, la seule classe qui, une fois les grands propriétaires fonciers et les capitalistes éliminés, chassés, est susceptible de s'opposer au prolétariat* » (19).

Dans ces conditions, il fallait d'une part réanimer et développer la grande industrie, ce qui ne pouvait se faire que sous les trois formes suivantes :

(16) *Discours au III^e Congrès des Syndicats de Russie*, 7 avril 1920. *Œuvres*, tome 30, pp. 519-520.

(17) *La nouvelle politique économique et les tâches des services d'éducation politique*, *op. cit.*, p. 59.

(18) *Conclusion du rapport sur la substitution de l'impôt en nature aux réquisitions au X^e Congrès du PC (b) R*, 15 mars 1921. *Œuvres*, tome 32, p. 246.

(19) *Discours au Congrès des ouvriers des Transports de Russie*, 27 mars 1921, *Œuvres*, tome 32, pp. 292-293. Et Lénine poursuit malicieusement : « *Voilà pourquoi il est absurde d'écrire sur des panneaux que le règne des ouvriers et des paysans sera infini* » : il faudra bien qu'il finisse au contraire !

affermage aux capitalistes russes d'usines existantes ou à construire, concession aux capitalistes étrangers, ou gestion étatique directe, en tendant naturellement à canaliser les deux premières formes dans la troisième, et en les tenant de toute façon sous contrôle *politique* grâce à la possession des équipements industriels, du réseau des transports, du monopole du commerce extérieur (20). Il fallait d'autre part redonner une impulsion à l'économie agraire en réadmettant la liberté d'échange et donc de commerce, *mais* en la dirigeant progressivement vers ces « *coopératives [qui] sont également une forme du capitalisme d'Etat* » (21) avec des méthodes qui, sans être « sanglantes » comme celles de la guerre civile, n'en étaient pas moins coercitives dans le sens de l'encadrement organisationnel, de l'éducation politique, de la formation technique des grandes masses. Il fallait accepter courageusement avec Lénine comme une donnée *matérielle* le fait qu'on ne peut « renforcer la grande production, les fabriques, et les usines, le prolétariat », bref les pivots de la dictature prolétarienne et *socialiste*, « sans redonner vie *jusqu'à un certain point* à la petite bourgeoisie et à son commerce » (22) ; mais il fallait savoir en même temps tirer des seconds l'oxygène nécessaire aux premiers. Il fallait s'appuyer sur « l'intérêt personnel » qui est inséparable du « capital anarchique et du commerce anarchique », *mais* en le soumettant, grâce aux deux leviers du pouvoir *politique* solidement tenu en mains et de la rapide croissance des forces productives fermement *contrôlées*, à ce grand dessein : faire construire le communisme « par des mains non communistes ». Il fallait payer un tribut aux paysans et s'assurer leur alliance, *mais* en sachant que c'était pour que « le prolétariat puisse garder son rôle *dirigeant* et le pouvoir d'Etat » (23). Et cela s'appliquait à plus forte raison au petit et au grand capitalisme rural et urbain destiné à réapparaître dans le sillage de la liberté du commerce : à *utiliser* comme arme contre la petite économie dispersée et moléculaire, à *combattre* en tant qu'ennemi potentiel sur le terrain des rapports de classe.

Dans cet écheveau dynamique d'exigences contradictoires mais dialectiquement liées qu'il fallait dominer et concilier — alliance avec le capitalisme

(20) En somme, en les canalisant dans ce capitalisme d'Etat qui est « *un capitalisme que nous saurons limiter, dont nous saurons fixer les bornes... [qui] est rattaché à l'Etat, mais l'Etat, ce sont les ouvriers, c'est la partie avancée des ouvriers, c'est l'avant-garde, c'est nous.* » (*Rapport politique du Comité central au XI^e Congrès du PC (b) R, 27 mars 1922. Œuvres, tome 33, p. 283.*) Comme le rappelait Kroupskaïa au XIV^e Congrès du parti russe, c'est précisément dans ce sens d'un pouvoir *politique* exerçant un contrôle économique global que Lénine avait synthétisé le régime de la NEP dans la formule : « *C'est du capitalisme [sous-entendu : en économie] + du socialisme [en politique]* » — formule brutale s'il en est aux yeux d'un Boukharine, pour qui on n'aurait dû parler que de dictature du prolétariat, un point c'est tout (voir *Note à N.I. Boukharine, mars-avril 1921. Œuvres, tome 36, p. 556.*)

(21) *L'impôt en nature, op. cit., p. 369.* Ceci est aussi un point dont il faut se souvenir à propos des discussions de 1926.

(22) *Plan du discours au X^e Congrès du PC (b) R sur le remplacement de la réquisition des excédents par l'impôt, mars 1921. Œuvres, tome 36, p. 553.*

(23) *Rapport sur la tactique du parti communiste de Russie au III^e Congrès de l'Internationale Communiste, 5 juillet 1921. Œuvres, tome 32, p. 521.*

d'Etat contre la petite production paysanne ; alliance avec la paysannerie pauvre et, en partie, moyenne contre la bourgeoisie rurale et urbaine renaissante à laquelle s'ouvraient mille portes secrètes non seulement dans le commerce et dans l'industrie donnés en concession à des particuliers, mais aussi dans l'appareil industriel étatisé et dans l'administration publique, pour ne pas dire dans le parti (24) ; domination sur tout cela de l'organe central de la dictature et, plus encore, de l'instance suprême du mouvement communiste mondial — le sort de la révolution d'Octobre était en équilibre dangereux et instable. La grande force de Lénine fut sa détermination à ne pas perdre cela de vue, à ne pas le faire perdre de vue par le parti, à ne pas se faire d'illusions, et à ne pas donner au prolétariat et à sa direction politique l'illusion d'une espèce d'harmonie préétablie dans l'évolution sociale interne. Le problème était, et de loin, beaucoup plus politique qu'administratif. Il fallait « canaliser » sans se les aliéner, si possible même en conquérant une partie d'entre elles, des forces économiques et sociales hostiles ne serait-ce que potentiellement, ce qui impliquait la plus grande prudence ; mais il fallait en même temps la plus grande fermeté dans la poursuite de son objectif propre, le cap sur la révolution mondiale ou au moins européenne. Pour Lénine l'« élasticité » pédagogique envers les paysans, qui ne pouvait aller sans la concession d'avantages matériels concrets (ce qui était une raison de plus pour accélérer le processus de réorganisation et de renforcement de l'industrie), avait pour condition l'inflexibilité absolue en ce qui concernait le maintien de l'hégémonie du prolétariat. Et l'une et l'autre dépendaient de la claire vision des voies obligatoires de l'histoire, dont la doctrine indiquait le cours inexorable.

« Situation extraordinairement pénible, difficile et périlleuse au point de vue international ; nécessité de louvoyer et de reculer ; période d'attente des nouvelles explosions de la révolution qui mûrit laborieusement en Occident », avait écrit Lénine au début de l'extrait cité plus haut de sa brochure du printemps 1918 *Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets*. La situation, maintenant, n'était pas moins dure, difficile et dangereuse : mais la force du grand dirigeant avait été d'avoir le courage de le reconnaître, de le dire ouvertement, de le rappeler sans cesse au parti. Dans ses textes entre 1921 et 1923 Lénine met constamment en garde ses camarades, à commencer par les meilleurs, pour qu'ils regardent lucidement en face la réalité contradictoire provoquée par l'isolement prolongé de la Russie sans céder ni à la rhétorique révolutionnaire ni au pessimisme défaitiste. Il fallait savoir reconnaître qu'en détenant le pouvoir on travaille pour le socialisme même quand on construit le capitalisme (25), sans pour autant croire ni faire

(24) On voit dans le rapport et dans les thèses sur la tactique du PCR présentés par Lénine au III^e Congrès de l'IC à quel point il était conscient du fait que la bourgeoisie russe battue chez elle s'était solidement organisée à l'étranger et tissait des liens avec celle de l'intérieur. (Voir *Œuvres*, tome 32, pp. 483-491 et 509-527.)

(25) Ou pour employer une métaphore tirée de notre texte *Struttura economica e sociale della Russia d'oggi* : « On cultive le raisin même quand on coupe les pampres et on veut faire du vin même quand on arrose avec de l'eau ». Nous renvoyons à ce texte pour un exposé complet de ces questions. Ce qui nous intéresse ici, ce sont quelques points de la polémique en rapport avec le débat de 1926.

croire aux prolétaires qu'on était sorti économiquement et donc aussi socialement de ce dernier : « *Nous ne devons pas compter sur un passage direct au communisme* » (26). Il n'était pas facile de faire avaler à un Boukharine l'idée que le capitalisme d'Etat est bien « l'antichambre du socialisme » mais que du point de vue du mode de production *il reste du capitalisme* (« *Le terme de « capitalisme d'Etat », peut-on lire dans un message de Lénine à Trotsky de janvier 1922, est à mon avis (j'en ai débattu à maintes reprises avec Boukharine) le seul qui soit théoriquement juste, et il est indispensable pour faire comprendre aux communistes routiniers que la nouvelle politique est suivie sérieusement* ») (27). Il n'était pas moins difficile de faire admettre à un Préobrajensky l'idée que le capitalisme d'Etat, que le prolétariat victorieux « ferait participer... à son œuvre » (28) en le tenant « en bride », représente pour le prolétariat et sa dictature une *conquête politique*, pourvu qu'on le prenne pour ce qu'il est et non pour ce qu'il n'est pas, à savoir un pas vers le socialisme économique et non un pas dans le socialisme économique. Mais si on ne comprenait pas cela, on perdait la tête, et dans les deux cas fatalement.

En abordant la mission consistant à « achever la grandiose révolution politique par un travail économique lent, dur, difficile, dont les délais sont très longs » (29) (ou bien, peut-on lire ailleurs (30), nous n'aurions remporté

(26) *La nouvelle politique économique et les tâches des services d'éducation politique*, op. cit., p. 63. Nous avons été obligés de modifier la traduction de cette phrase d'après le texte russe (*Œuvres complètes*, 5^e édition, tome 44, Moscou 1970, p. 164). Celui-ci dit en effet :

«Мы не должны рассчитывать на непосредственно коммунистический переход».

Ce qui signifie : « Nous ne devons pas compter sur un passage (une transition) direct au communisme » alors que la traduction française (Editions Sociales - Paris / Editions en langues étrangères - Moscou) lui fait dire allégrement : « Nous ne devons pas compter sur une application immédiate des principes communistes », phrase qui a évidemment l'avantage de faire disparaître la notion de *période de transition* contenue dans la première. De même, un passage que nous citons plus loin (note 38) dit dans le texte russe (tome 44, p. 343) :

«программа РКП говорит с полнейшей определенностью, что мы делаем лишь первые шаги в переходе от капитализма к социализму».

Ce qui signifie : « le programme du PCR dit avec la plus grande netteté que nous faisons à peine les premiers pas dans la transition du capitalisme au socialisme », alors que le texte français (*Œuvres*, tome 33, p. 187) lui fait dire : « ... que nous ne faisons que les premiers pas pour passer du capitalisme au socialisme ». Là encore, la notion de transition est escamotée à la traduction. Le lecteur conviendra que lorsque de pareilles « erreurs » s'accroissent sur des notions aussi précises et capitales (c'est pourquoi nous avons tenu à citer le texte russe) il ne s'agit pas d'une querelle de traducteurs mais bien d'une *déformation politique* des textes de Lénine.

(27) *Œuvres*, tome 45, p. 446.

(28) *Conclusions sur le rapport politique du Comité central au XI^e Congrès du PC* (b) R, 28 mars 1922. *Œuvres*, tome 33, p. 316.

(29) *La politique extérieure et intérieure de la République*, 23 décembre 1921. *Œuvres*, tome 33, p. 175 (traduction corrigée d'après l'original — souligné par nous).

(30) *Discours à la séance solennelle [...] consacrée au troisième anniversaire de la révolution d'Octobre*, 6 novembre 1920. *Œuvres*, tome 31, p. 414.

qu'une demi-victoire, *sinon moins*), il ne fallait pas se dissimuler que si « aujourd'hui on ne nous attaque pas les armes à la main [...] néanmoins la lutte contre la société capitaliste est devenue cent fois plus acharnée et périlleuse » (31), en s'articulant, entre autres, en une lutte entre la petite économie paysanne et urbaine et l'industrie privée, ainsi qu'entre l'industrie privée et l'industrie d'Etat (32), et en posant à chaque instant, non sur le plan de l'économie au sens strict mais sur celui des rapports sociaux et de classe, la question : « Qui vaincra ? Qui profitera le premier ? Le capitaliste, à qui nous laissons nous-mêmes la porte ouverte, ou même plusieurs portes (ainsi que beaucoup de portes que nous ne connaissons pas nous-mêmes, et qui s'ouvrent à notre insu et contre nous), ou bien le pouvoir d'Etat prolétarien ? » (33). C'était en cela que consistait « la guerre actuelle » : malheur à qui l'ignorait ! Mais cela imposait que l'on considère tout aussi froidement (bien que de manière dynamique) l'enjeu sur le terrain *politique*. En parlant des « conquêtes qu'aucune force ne pourra nous reprendre », Lénine écrivait à la fin de 1921 : « Nous avons « achevé » la révolution démocratique bourgeoise d'une façon plus « soignée » que personne avant nous [...] Nous sommes sortis de la guerre impérialiste la plus réactionnaire par la voie révolutionnaire [...] Nous avons créé le type soviétique de l'Etat, inaugurant ainsi une époque nouvelle de l'histoire mondiale, celle de la domination politique du prolétariat, qui a pris la relève de l'époque de la domination de la bourgeoisie ». On avait le droit et le devoir de s'enorgueillir de la première conquête, de s'en féliciter ; les deux autres, auxquelles on ajoute ailleurs « l'édification des bases économiques du socialisme » (une édification que l'on commençait à peine), caractérisaient de façon indéniable comme socialistes la révolution d'Octobre et son couronnement, la dictature bolchévique. Mais « nous n'avons même pas achevé les fondements de l'économie socialiste [et] cela les forces hostiles du capitalisme agonisant peuvent encore nous le reprendre. Il faut s'en rendre compte nettement, et le reconnaître ouvertement, car rien n'est plus dangereux que les illusions (et le vertige, surtout à grande altitude). Et il n'y a absolument rien d'« effrayant », rien qui puisse fournir un motif légitime au moindre abattement, à reconnaître cette amère vérité, car nous avons toujours professé et répété cette vérité élémentaire du marxisme, que la victoire du socialisme nécessite les efforts conjugués des ouvriers de plusieurs pays avancés » (34).

(31) *Rapport politique du Comité central au XI^e Congrès du PC (b) R*, 27 mars 1922. *Œuvres*, tome 33, p. 293.

(32) Parlant des entreprises de type socialiste proprement dit, Lénine prend bien soin de préciser qu'il faut entendre par là que « les moyens de production appartiennent à l'Etat, de même que la terre où se trouve l'entreprise et toute l'entreprise dans son ensemble ». Fallait-il expliquer à des marxistes qu'une forme différente de « propriété » des moyens de production ne signifie pas en soi un changement dans le mode de production et d'échange, comme on le prétendra par la suite ? (Cf. *De la coopération*, 6 janvier 1923. *Œuvres*, tome 33, p. 486.)

(33) *La nouvelle politique économique et les tâches des services d'éducation politique*, *op. cit.*, pp. 58-59 (traduction corrigée d'après l'original — souligné par nous).

(34) *Notes d'un publiciste*, fin février 1922. *Œuvres*, tome 33, pp. 207-208 (souligné par nous). C'est dans ce sens également qu'il faut comprendre la phrase de l'article (Suite page 50.)

Aucune illusion, aucun vertige non plus en ce qui concerne la nature complexe de l'Etat de la dictature prolétarienne en Russie. Il est vrai que, ayant utilisé de façon polémique au cours de l'hiver 1921 l'expression brute d'« Etat ouvrier-paysan », provoquant l'interruption stupéfaite de Boukharine (« Comment, ouvrier-paysan ? »), Lénine avait corrigé en disant : « Un Etat ouvrier [aujourd'hui et ici chez nous] est une *abstraction*. En réalité, nous avons un Etat ouvrier, premièrement avec cette particularité que c'est la population paysanne et non ouvrière qui prédomine dans le pays et, deuxièmement, c'est un Etat ouvrier avec une déformation bureaucratique » (35). Mais que signifiait cette définition sinon la reconnaissance ouverte de l'existence d'une structure sociale articulée en *deux* classes, et de la nécessité pour l'Etat révolutionnaire prolétarien de concilier *dans certaines limites* ces intérêts *hétérogènes* jusqu'au moment du « saut au socialisme » en liaison avec la révolution européenne (les fameux « vingt ans »), de les assembler dans un rapport de « soudure » qui ne faisait que donner une *forme* différente à la lutte de classe ? Qu'est-ce que cela signifiait d'autre sinon précisément que la réalité de la « mosaïque » d'une multitude d'entreprises privées, paysannes surtout, avec la myriade d'échanges privés centrifuges qui en découlaient, provoquait la persistance d'un appareil d'Etat éléphantinesque, bureaucratiquement déformé, opposant son inertie à toute direction prolétarienne et communiste énergique (36), et que le développement d'une telle situation exigeait une forte dose de « prudence », mais aussi « la plus extrême fermeté » dans la direction politique ?

Pour la même raison, contre les Trotsky ou les Boukharine pour qui « dans un Etat ouvrier le rôle des syndicats n'est pas de défendre les intérêts matériels et moraux de la classe ouvrière » (37) il fallait déclarer sans ambages que c'était précisément ce rôle que les syndicats continuaient et continueraient au contraire longtemps à avoir. En effet, « dans la période de transition du capitalisme au socialisme, l'existence des classes est inévitable, et le programme du PCR précise avec la plus grande netteté que nous faisons à peine les premiers pas dans la transition du capitalisme au socialisme [...] Le parti communiste et le pouvoir des soviets [...] doivent reconnaître ouvertement que la lutte économique existe, et qu'elle est

(Suite de la page 49.)

Pour le quatrième anniversaire de la révolution d'Octobre, 18 octobre 1921, (*ibid.*, p. 44) : « Nous avons, comme personne, mené jusqu'au bout la révolution démocratique bourgeoise. C'est en toute conscience, d'un pas ferme et sans dévier que nous marchons vers la révolution socialiste » — la révolution économique évidemment, possible seulement la main dans la main avec les ouvriers des autres pays. Voir également *Sur le rôle de l'or aujourd'hui et après la victoire complète du socialisme*, 5 novembre 1921, *Œuvres*, tome 33, p. 107 s.

(35) *La crise du parti*, 19 janvier 1921. *Œuvres*, tome 33, p. 41.

(36) « La voiture [l'Etat] n'obéit pas : un homme est bien assis au volant, qui semble la diriger, mais la voiture ne roule pas dans la direction voulue ; elle va où la pousse une autre force — force illégale, force illicite, force venant d'on ne sait où — où la poussent les spéculateurs, ou peut-être les capitalistes privés, ou peut-être les uns et les autres. » (*Rapport politique du Comité central au XI^e Congrès du PC (b) R*, *op. cit.*, p. 284).

(37) *Les syndicats, la situation actuelle et les erreurs de Trotsky*, 30 décembre 1920. *Œuvres*, tome 32, p. 16.

inéluçtable aussi longtemps que [...] n'ont pas été coupées [...] toutes les racines de la petite production et de la prédominance du marché » ; les « conflits, les désaccords, les tiraillements, etc. » entraînés par les contradictions entre « les vestiges » du capitalisme et les « jeunes pousses du socialisme » en Russie rendaient encore nécessaire l'existence de syndicats qui — comme Lénine lui-même l'avait écrit un an auparavant — d'un côté unissent les ouvriers à l'Etat de la dictature prolétarienne en tant que représentant de leurs intérêts historiques, de l'autre les défendent si nécessaire contre ce même Etat *tel qu'il était* à ce moment-là, un Etat basé sur deux classes et alourdi de déformations bureaucratiques. Et comme « instance supérieure » pour résoudre ces conflits, même le Parti ne suffisait pas : il fallait « l'union internationale des partis communistes de tous les pays — l'Internationale Communiste » (38). Ce qui prouve à quel point le sort *et* de l'Etat ouvrier *et* du Parti étaient pour Lénine inséparables de celui de leur *base mondiale* !

Au fait, le parti ? Pouvait-il s'estimer à l'abri des répercussions du milieu social interne et externe, pouvait-il se reposer sur la fiction commode d'une immunité absolue et méta-historique ? C'était trop facile... Pour Lénine, « lorsque nous chantons « C'est la lutte finale », c'est malheureusement une petite contre-vérité » (39) car « permettez-moi de vous le dire sans aucune exagération [...] la « lutte finale » [n'est pas] avec le capitalisme international — sur ce terrain nous aurons encore à livrer plus d'une « lutte finale » — mais avec le capitalisme russe, avec celui qu'engendre et alimente la petite économie paysanne » (40) ; c'est la lutte « contre les influences dissolvantes que l'élément petit-bourgeois et petit-bourgeois anarchiste exerce sur le prolétariat et sur le Parti » en servant de véhicule, avec ses oscillations inévitables, à l'influence grande bourgeoise-menchévique qui se dissimule en changeant de couleur « comme le lièvre qui devient blanc en hiver » (41). Dans la *Lettre au congrès* connue désormais sous le nom de « Testament de Lénine », le chef bolchévik avait exprimé l'espoir que l'instabilité dont le parti ne pouvait pas ne pas souffrir étant donné qu'il « s'appuie sur deux classes » ne rendrait pas « sa chute inévitable » (42). Mais les racines *matérielles* de cette instabilité subsistaient, et s'ajoutaient à celles qui retardaient et rendaient si pénible, *ne fût-ce* que le passage de « la haridelle du paysan, du moujik... [au] cheval que recherche et ne peut manquer de rechercher le prolétariat, à savoir la grande industrie mécanisée, l'électrification, etc. » (43). Ces racines s'exprimaient, du vivant même de Lénine, dans la

(38) *Le rôle et les tâches des syndicats dans la nouvelle politique économique*, résolution du 12 janvier 1922. *Œuvres*, tome 33, pp. 187-188 et 194-195 (traduction corrigée d'après l'original). Comme on le sait, la polémique sur les syndicats date de l'année précédente.

(39) *La nouvelle politique économique et les tâches des services d'éducation politique*, *op. cit.*, p. 62.

(40) *Rapport politique du Comité central au XI^e Congrès du PC (b) R*, *op. cit.*, pp. 281-282.

(41) *Sur l'épuration du Parti*, 20 septembre 1921. *Œuvres*, tome 33, pp. 31-33.

(42) *Œuvres*, tome 36, p. 606.

(43) *Mieux vaut moins mais mieux*, *op. cit.*, p. 516.

revendication de l'abandon du monopole du commerce extérieur, qui provoquait la violente réaction de Trotsky et de Lénine lui-même car cela revenait à prendre « la défense du spéculateur, du petit-bourgeois et des couches supérieures de la paysannerie contre le prolétariat industriel » (44) ; elles s'exprimaient également dans les réticences à étendre les compétences et les attributions du *Gosplan*, ainsi que dans ces manifestations de « chauvinisme de grande puissance » qui tourmentaient Lénine malade et alité. La conscience de la menace pesant sur le parti qui apparaît dans *Mieux vaut moins, mais mieux* et dans *Comment réorganiser l'inspection ouvrière et paysanne ?*, se manifeste aussi dans les nombreuses lettres à Molotov sur l'épuration du parti et sur la nécessité de la mener à bien « sans égards aux personnes », en fermant la porte à ceux qui font la cour au parti qui gouverne, aux petits-bourgeois arrivistes, aux paysans en quête de faveurs, et surtout aux menchéviks qui se sont infiltrés dans ses rangs grâce à leur « faculté d'adaptation au courant qui domine » (faut-il rappeler que c'est de cette pâte que seront faits les fourriers et les sergents de Staline ?), et en sélectionnant soigneusement le reste (« on espère éliminer de notre parti une centaine de milliers d'individus. Certains disent deux centaines, et ceux-là me plaisent davantage » (45). On est loin de la « promotion Lénine » !). Pour celui qui n'avait cessé de voir derrière le jeu des faits économiques bruts le jeu des forces de classe, de chercher derrière la phrase révolutionnaire « bien tournée » la réalité des rapports sociaux, la situation imposait une extrême vigilance, une sélection sévère, une rigueur toujours plus grande sur le plan idéologique. La « chute » du parti, qu'il avait espérée « un avenir trop éloigné et un événement trop invraisemblable pour qu'il faille en parler », la « scission » du parti qu'il avait cru pouvoir exclure, à condition de garder les yeux bien ouverts, au moins dans l'immédiat, s'approchaient en réalité à vive allure.

On ne fait pas l'histoire avec des *si*. Mais on peut se demander si en déclarant la guerre à mort au chauvinisme grand-russe du stalinisme ascendant, Lénine ne se préparait pas à la dernière grande bataille contre *tout ce* qu'annonçait l'influence dissolvante sur le parti de l'« élément » petit-bourgeois et grand-bourgeois et de son idéologie, et s'il ne l'aurait pas lancée avec « l'inflexibilité, l'intransigeance, la décision, si nécessaire, de rester seul dans l'œuvre entreprise, et de ne pas dévier du chemin entrepris » qui, comme l'écrivait Joffé dans sa lettre d'adieu à Trotsky en 1927, avaient été les siennes, en *n'appartenant qu'à lui*, jusqu'au bout.

Mais, pour lui aussi, pour le combattant incomparable, l'histoire en avait décidé autrement.

(A suivre.)

(44) *Le monopole du commerce extérieur*, 13 décembre 1922. *Œuvres*, tome 33, p. 471.

(45) *La nouvelle politique économique et les tâches des services d'éducation politique*, op. cit., p. 70. Pour les phrases citées plus haut, cf. *Sur l'épuration du Parti*, op. cit., pp. 31-33.

La « relance de la consommation populaire » ou l'élixir du docteur Marchais

Les charlatans n'ont jamais manqué au chevet du capitalisme malade. Les plus répugnants, ceux du réformisme, prétendent parler au nom de la classe ouvrière, mais n'ont hâte que de proposer des remèdes pour rendre santé et vigueur au mode de production basé sur son exploitation. Au premier rang, le PCF s'est empressé de proposer son élixir contre la crise, appelé « accroissement de la consommation populaire », que le docteur Marchais est allé vanter au parlement sur le ton de l'homme d'Etat conscient de ses responsabilités :

« ... J'ai dit, et je répète, Monsieur le Premier Ministre : la crise que connaît notre pays va s'aggraver [...] Plus que jamais le pays a besoin d'un véritable changement de cap, d'une autre politique [...] Cette politique s'oriente d'abord vers une relance de la consommation populaire et sociale [...] Une relance de la consommation populaire est la condition de l'utilisation effective de l'appareil de production [...] » (1).

Ignoble spectacle de gens qui se prétendent *communistes*, un mot qui désigne des combattants acharnés et conséquents de la société bourgeoise, mais ne se préoccupent que de sauver le capital de ses convulsions ! Et qui prétendent en plus avoir trouvé une recette miraculeuse : la machine capitaliste se grippe faute de marchés ? Eh bien il suffit de lui en fournir en augmentant la consommation des masses, et la machine repartira ! Outre sa simplicité, ce remède présente des vertus extraordinaires, qu'on en juge : il permettrait d'améliorer *en même temps* le sort de l'économie capitaliste et celui des prolétaires ! A la remise, vieux Marx ! Les contradictions du capitalisme pourraient donc être remplacées par une communauté d'intérêts

(1) Discours à l'Assemblée nationale le 10 septembre 1975, reproduit dans *Economie et Politique* n° 255, octobre 1975, pp. 8-12.

entre capital et travail, dans laquelle le sort des ouvriers dépendrait de la bonne marche de l'entreprise et de l'économie nationale, et où la prospérité du capital serait assurée par le bien-être des ouvriers ! N'est-ce pas tout simplement miraculeux ?

Une recette aussi vieille que le réformisme petit-bourgeois

En réalité, cette recette éculée est aussi vieille que le réformisme petit-bourgeois lui-même. La fonction des théories petites-bourgeoises n'est-elle pas précisément de *masquer* la véritable nature des contradictions du capitalisme dans l'espoir illusoire d'échapper à leur déchaînement ? Rien d'étonnant donc à ce qu'on trouve déjà la recette du parti de M. Marchais dans les belles théories d'un Dühring, qui expliquait que dans les grandes crises c'était

« le retard de la consommation nationale... la sous-consommation artificiellement engendrée... l'inhibition du *besoin national* [...] dans sa croissance naturelle qui élargissent, de façon si critique en fin de compte, le fossé entre l'offre et la demande » (2).

C'est Engels qui cite Dühring, qui souligne, qui s'exclame à des sottises que l'on retrouve tous les jours (jusqu'au style inimitable du petit-bourgeois) dans la prose du PCF. Et qui répond : s'imaginer que le capitalisme pourrait répartir les produits de manière différente en mettant fin à la sous-consommation des masses, c'est « demander aux électrodes d'une batterie qu'elles ne décomposent pas l'eau et qu'elles ne développent pas de l'oxygène au pôle positif et de l'hydrogène au pôle négatif alors qu'elles sont branchées sur la batterie » (3).

Rien d'étonnant à ce qu'on retrouve la même recette sous la plume du critique petit-bourgeois classique de l'impérialisme, Hobson (qui lui au moins ne se prétendait pas communiste) :

« Si la population de consommateurs de ce pays élevait son niveau de consommation au rythme de l'accroissement des forces productives, il ne pourrait y avoir d'excédent de marchandises ou de capital ».

Cette fois c'est Lénine qui recopie ce passage de Hobson dans ses « Cahiers de l'impérialisme », en s'exclamant dans la marge : « *Ha-ha!! le fond de la critique petite-bourgeoise de l'impérialisme!* » (4).

(2) Citation de Dühring par Engels, *Anti-Dühring*, Editions Sociales, p. 326 (corrigé sur l'original allemand).

(3) Engels, *op. cit.*, p. 314.

(4) Lénine, *Œuvres*, tome 39, p. 431. La lignée serait incomplète sans cet autre critique petit-bourgeois de l'impérialisme, Kautsky, qui développe la même théorie, ce qui lui vaut les railleries implacables de Lénine : « Naturellement, il vaudrait mieux développer le capitalisme et étendre le marché intérieur par une augmentation des salaires : c'est parfaitement « concevable », et exhorter les financiers dans ce sens est un thème tout indiqué pour le sermon d'un prêtre » (*La faillite de la II^e Internationale*, 1915. *Œuvres*, tome 21, p. 235).

Quel est en effet le fond de la critique petite-bourgeoise de l'impérialisme ? C'est de s'imaginer et de faire croire à la classe ouvrière que le capitalisme et l'impérialisme POURRAIENT être différents SI... l'on voulait bien écouter les doucereux sermons des prêtres petits-bourgeois ; qu'il *pourrait* y avoir sous le capitalisme le bien-être pour la classe ouvrière ; qu'il *pourrait* y avoir un capitalisme sans crises périodiques, sans chômage, sans misère ; qu'il *pourrait* y avoir un capitalisme sans impérialisme, sans guerres, sans oppression des peuples et des nations plus faibles, sans lutte acharnée pour les marchés et les sources de matières premières, et tout cela au prix de quelques réformes pacifiques de l'Etat bourgeois. Comme le disait Lénine, c'est là le fond du réformisme petit-bourgeois : pour un capitalisme bien propre, bien léché, modéré et ordonné.

Mais si l'on passe des rêveries des Dühring-Hobson-Kautsky-Marchais à la *réalité* du capitalisme et de l'impérialisme, on voit que la proposition d'éviter ou de guérir les crises par « l'accroissement de la consommation populaire » repose sur une double absurdité : il est stupide de s'imaginer que le capital puisse accroître la part de la « consommation populaire », et même si par absurde il se mettait à le faire, cela ne pourrait ni empêcher les crises, ni même permettre d'en sortir.

Le développement du capital n'accroît pas mais diminue la part de la « consommation populaire »

Si l'on prend au pied de la lettre la formule de l'« accroissement de la consommation populaire » chère au réformisme, le capitalisme n'a pas attendu M. Marchais pour la mettre en pratique. Le marxisme n'a jamais nié qu'avec la *croissance de la productivité du travail social* liée à l'accumulation capitaliste, la quantité de *valeurs d'usage*, c'est-à-dire de biens mis à la disposition de la classe ouvrière, a *historiquement* (et « abstraction faite », si l'on peut dire, des crises, guerres, et autres catastrophes indissolublement liées au règne du capital) *tendance à croître*. Autrement dit, en même temps que les producteurs directs sont *plus* exploités, en même temps que leur salaire exprimé en temps de travail nécessaire à la reproduction de la force de travail baisse, ils ont à leur disposition *plus* de biens. En ce sens, demander au capital d'accroître la consommation populaire n'est qu'une tautologie. Aussi bien, ce n'est pas dans ce sens-là que l'emploie le réformisme, mais dans le seul sens possible de sa recette, à savoir : « accroître la *part* de la consommation populaire ». Mais alors la formule ne sort de la tautologie que pour devenir une absurdité et une mystification. Faire croire que le capitalisme pourrait augmenter la part de la consommation des producteurs directs, c'est masquer le fait *qu'il est précisément basé sur leur exploitation*, et que cette exploitation ne diminue pas mais *augmente* à mesure que le capitalisme se développe. Comme Marx l'a montré, la tendance constante du capital est *d'accroître le taux de plus-value* ; historiquement, cette tendance se réalise essentiellement par la baisse de la valeur de la force de travail

qui procure au capital la *plus-value relative* ; elle se réalise également par d'autres moyens, comme l'allongement de la journée de travail (plus-value absolue), les tentatives du capital de faire baisser le salaire au-dessous de la valeur de la force de travail dans les escarmouches quotidiennes, etc. Exprimé avec les notations du *Capital*, *pl* désignant la plus-value (ou profit) et *v* le capital variable qui sert à payer les salaires, cela signifie que le rapport de la plus-value produite sur le capital variable (ou taux de plus-value) augmente :

$$\frac{pl}{v} \nearrow$$

Cet accroissement n'est pas régulier : il peut subir un ralentissement (voire un renversement de tendance à court terme) lorsque le rapport des forces entre capital et travail est plus favorable à ce dernier, comme par exemple à la suite d'une lutte générale victorieuse ou en période de haute conjoncture créant une demande de force de travail. Mais historiquement le taux de plus-value tend à augmenter. Cela signifie que dans la valeur nouvelle produite chaque année (que nous pouvons désigner, toujours avec les notations du *Capital*, par *Pl+V*) la part qui revient au capital (ou plus-value, ou profit) a tendance à s'accroître au détriment de la part qui revient au travail. Par conséquent la part qui va servir à la classe ouvrière à acheter des biens de consommation a tendance à diminuer par rapport à la part qui va à la classe capitaliste.

Demander au capitalisme d'augmenter la part de la « consommation populaire », cela revient donc à lui demander d'aller à l'encontre de son essence même : cela revient à lui demander d'augmenter les salaires alors que sa tendance naturelle est de les faire baisser, de renoncer volontairement à une partie de la plus-value qu'il récolte sur le dos de la classe ouvrière alors que cette plus-value est en même temps sa *substance* et sa *raison d'être* ; autrement dit, cela revient à lui demander bien humblement de n'être plus le capitalisme.

L'augmentation de leurs salaires, les ouvriers peuvent certes l'obtenir à *certaines moments* : mais ils ne peuvent l'obtenir qu'en *l'arrachant au capital par la lutte*, et non au moyen des prêches et des conseils au capital des prêtres réformistes, ceux-là même qui cherchent au contraire à éviter et à entraver le combat résolu de la classe ouvrière ! Quant aux résultats de cette lutte, comme le rappelle Marx, ils ne peuvent être que passagers si la classe ouvrière ne dépasse pas le niveau de la lutte économique. Très vite, la tendance inéluctable du capital, qui n'est due ni aux « monopoles » ni à une politique « mauvaise » ou « délibérée », mais découle de l'essence même et des lois générales du mode de production capitaliste, reprend le dessus. Comme toutes les sociétés de classe, la société bourgeoise implique la sous-consommation relative de la classe dominée : cette situation, que le réformisme petit-bourgeois soucieux seulement d'effacer les tares les plus criantes du capitalisme voudrait modifier par des réformes, ne peut être supprimée que par la *destruction* du capitalisme.

S'il fallait une preuve supplémentaire de l'absurdité de la recette du réformisme contre les crises, elle réside dans le fait suivant constatable empiriquement : c'est précisément dans la phase de haute conjoncture qui précède les crises capitalistes que la « consommation populaire » augmente le plus ! Or cette augmentation n'a jamais empêché les crises, au contraire ! Comme l'écrit Marx :

« C'est pure tautologie que de dire : les crises proviennent de ce que la consommation solvable ou les consommateurs capables de payer font défaut. Le système capitaliste ne connaît d'autres modes de consommation que payants, à l'exception de ceux de l'indigent ou du « filou ». Dire que des marchandises sont invendables ne signifie rien d'autre que : il ne s'est pas trouvé pour elles d'acheteurs capables de payer, donc de consommateurs (que les marchandises soient achetées en dernière analyse pour la consommation productive ou individuelle). Mais si, pour donner une apparence de justification plus profonde à cette tautologie, on dit que la classe ouvrière reçoit une trop faible part de son propre produit et que cet inconvénient serait pallié dès qu'elle en recevrait une plus grande part, dès que s'accroîtrait en conséquence son salaire [n'est-ce pas, MM. Marchais et compagnie ?], il suffit de remarquer que les crises sont chaque fois préparées justement par une période de hausse générale des salaires, où la classe ouvrière obtient effectivement une plus grande part du produit annuel destiné à la consommation. Du point de vue de ces chevaliers qui rompent des lances en faveur du « simple » (!) bon sens, cette période devrait au contraire éloigner la crise. Il semble donc que la production capitaliste implique des conditions qui n'ont rien à voir avec la bonne ou la mauvaise volonté, qui ne tolèrent cette prospérité relative de la classe ouvrière que passagèrement et toujours comme signe annonciateur d'une crise » (5).

En fait, le PCF ne fait que reprendre à son compte, implicitement dans ses « propositions concrètes » ou même explicitement, les théories expliquant les crises par la « sous-consommation » des masses, que le passage de Marx que nous venons de citer réduit à néant. On peut ainsi lire dans un récent « travail collectif de la section économique auprès du Comité central du PCF » que

« En face de la production, gonflée en prix, les limites de la consommation populaire finissent par déclencher la surproduction » (6).

Réformisme oblige ! Les découvertes des brillants « spécialistes » de la « section économique, etc. » sont du calibre exact des sottises des Dühring-Hobson-Kautsky, et Marx les avait réfutées un siècle à l'avance. Sur le plan politique, elles ne font que continuer la tradition pleurnicharde de l'économie

(5) Marx, *Le Capital*, Livre II, Editions Sociales, tome V, pp. 63-64. Engels ajoute en note à la fin de ce passage : « A l'intention d'éventuels adeptes de la théorie des crises de Rodbertus ». Encore un membre de la famille spirituelle de M. Marchais !

(6) « La gravité de la dépression économique en France et ses causes », *Economie et Politique*, n° 255, octobre 1975.

petite-bourgeoise. Sur le plan théorique, ces explications des crises par la « sous-consommation » des masses ont, tout comme les thèses populistes sur « l'impossibilité de développer le marché intérieur », leur matrice dans les erreurs de Sismondi et à travers lui d'Adam Smith, qui « oubliaient » ce que Marx démontre dans le Livre II du *Capital* : à savoir que le produit social se compose matériellement d'une part d'*objets de consommation*, d'autre part de *moyens de production* servant à l'accumulation, et que la part du secteur fabriquant les moyens de production (ou secteur I) dans la production sociale totale *croît plus vite* que celle du secteur fabriquant des biens de consommation (ou secteur II). En d'autres termes, comme l'explique Lénine dans ses polémiques contre les populistes, le développement de la production capitaliste s'effectue essentiellement *au compte des moyens de production*, c'est-à-dire que dans la production sociale il y a *relativement* et en valeur *toujours plus* de biens de production destinés à l'accumulation et *toujours moins* de biens de consommation destinés à la classe ouvrière :

« Pour élargir la production (« accumuler » au sens absolu du mot), il est nécessaire de produire d'abord des moyens de production ; il faut donc, pour cela, élargir la section de la production sociale qui fournit les moyens de production, il faut y affecter des ouvriers qui, dès lors, sont aussi acquéreurs d'objets de consommation. Donc, la « consommation » se développe à la suite de l'« accumulation » ou à la suite de la « production », si étrange que cela paraisse, et il ne saurait en être autrement dans la société capitaliste. Il n'y a donc pas nécessairement égalité dans le développement de ces deux sections de la production capitaliste ; au contraire, il y a forcément inégalité. Telle est, on le sait, la loi du développement du capital : le capital constant s'accroît plus vite que le capital variable ; autrement dit, une partie de plus en plus grande des capitaux nouvellement formés va à la section de l'économie sociale qui fournit les moyens de production. Donc, cette section s'accroît nécessairement plus vite que celle qui fournit les objets de consommation [...]. Donc, les biens de consommation personnelle tiennent une place de plus en plus restreinte dans l'ensemble de la production capitaliste. Et cela s'accorde pleinement avec la « mission » historique du capitalisme et sa structure sociale spécifique ; la première consiste précisément à développer les forces productives de la société (production pour la production) ; la seconde exclut leur utilisation par la masse de la population » (7).

Les crises du capitalisme ne s'expliquant pas par la « sous-consommation », il est absurde de vouloir les éviter grâce à l'augmentation de la consommation populaire ; la production de biens de consommation ne joue en effet qu'un rôle secondaire dans la dynamique de la croissance capitaliste, et tient inéluctablement une place de plus en plus faible dans la production sociale.

(7) Lénine, *Pour caractériser le romantisme économique*, 1897, *Œuvres*, tome 2, pp. 153-154.

La crise n'est pas « nationale » mais internationale

Pour les mêmes raisons, il est tout aussi absurde de s'imaginer que le « développement de la consommation populaire » puisse être un moyen permettant au capitalisme de « sortir de la crise » (comme dit le PCF) dans laquelle il est plongé. C'est même *encore* plus absurde si l'on tient compte des conditions concrètes d'une crise qui n'est pas « nationale » mais *internationale*. Faisons un instant semblant de prendre la recette du réformisme au sérieux, et imaginons que le patronat décide une augmentation générale des salaires, accroissant ainsi le pouvoir d'achat des masses. Le marché intérieur va-t-il s'agrandir ? Certes, mais pas dans les mêmes proportions :

1) C'est le marché des *biens de consommation* qui va s'accroître, et nous avons vu que ceux-ci ne représentent qu'une part *minoritaire* de la production. Supposons un pays produisant annuellement des marchandises d'une valeur totale de 1.000, dont 700 de biens du secteur I et 300 de biens du secteur II ; sur ces derniers, une partie va à la consommation de la classe bourgeoise, mettons 100 : il reste 200 pour celle de la classe ouvrière. Supposons maintenant qu'une augmentation générale des salaires de 10 % augmente d'autant la capacité de consommation de la classe ouvrière : la demande supplémentaire de biens de consommation sera de 20, soit une incidence de $20/300 = 6,6 \%$ sur le secteur II et une incidence de $20/1000 = 2 \%$ seulement sur la production totale.

Oui, mais attention, nous crie le théoricien petit-bourgeois de service : vous oubliez que si le secteur des biens de consommation « repart », les capitalistes de ce secteur vont commander des biens de production ; en d'autres termes, l'accroissement de la demande de biens du secteur II va induire une demande de biens du secteur I de la part du secteur II ! En réalité, ceci n'est vrai en théorie que pour la partie la moins importante du secteur I, à savoir les matériaux et matières premières utilisés (ou capital constant circulant) : toutefois, comme en pratique la crise aura signifié pour les entreprises concernées l'accumulation de stocks de matériaux invendus, une partie de la demande sera satisfaite sans reprise productive correspondante. Mais en ce qui concerne l'essence du secteur I, les biens d'équipement (installations productives, machines, etc.), le léger accroissement de la demande de biens de consommation survenant après la chute caractérisant la crise ne suffit pas à inciter les capitalistes du secteur II à s'équiper de nouveau, puisque la crise signifie précisément qu'ils travaillent nettement *en dessous de leur capacité de production* et qu'ils disposent donc amplement des capacités nécessaires. Ajoutons qu'une partie des matériaux et matières premières viendra de l'étranger et ne fournira donc pas de commandes aux entreprises « nationales ». Au total, la « relance de la consommation populaire » ne pourrait avoir qu'une incidence dérisoire sur le secteur I, dont la dynamique est prépondérante dans la croissance capitaliste.

2) Plus le capitalisme est développé, plus les limites du marché intérieur ont tendance à s'effacer à mesure de l'intégration au marché *mondial*.

Autrement dit, la part de la production « nationale » destinée à l'exportation tend à croître, et réciproquement une part toujours croissante de la demande « nationale » est couverte par des importations. Si la grosseur de ces parts varie évidemment avec la dimension de chaque pays, son niveau de développement historique, l'ampleur de son « marché intérieur », sa richesse en matières premières, etc., la *tendance* à l'intégration croissante ne fait aucun doute. Les chiffres du tableau ci-dessous illustrent pour les principaux pays capitalistes développés le niveau et la croissance de cette intégration au cours du dernier quart de siècle : on voit qu'à travers la diversité des chiffres et des rythmes, qui reflète le jeu des conditions concrètes du développement de chaque nation capitaliste, *toutes* voient leur dépendance du marché mondial s'accroître. La seule lecture de ces chiffres suffit à faire éclater le caractère grotesque des « solutions nationales » à la crise dans le cas de petites nations qui comme la Suisse, la Belgique et les Pays-Bas exportent ou importent le tiers, près de la moitié ou plus de la moitié des « biens et services » qu'elles produisent ou consomment ! Dans le cas de nations au marché intérieur plus vaste, comme les Etats-Unis par exemple, la dépendance directe du marché mondial est relativement moindre, ce qui n'empêche

EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES EXPRIMEES EN POURCENTAGES DU P.N.B., 1950 ET 1974

	EXPORTATIONS/PNB		IMPORTATIONS/PNB	
	1950	1974	1950	1974
ETATS-UNIS	4,8	8,3	4,2	8,8
JAPON	12,6	14,7	11,5	15,7
FRANCE	16,4	19,5	15,6	18,6
ITALIE	6,4	23,8	7,2	29,9
CANADA	23,2	26,4	25,2	26,4
GRANDE-BRETAGNE ..	22,4	26,6	18,9	32,4
ALLEMAGNE	11,6	28,6	12,9	24,4
SUISSE	23,1	34,8	21,6	35,4
BELGIQUE	29,4	47,5	34,7	45,6
PAYS-BAS	30,1	57,0	33,8	54,8

Sources : Année 1950 (1951 pour l'Italie, 1952 pour le Japon, 1953 pour la Belgique) : OCDE, *Comptes nationaux des pays de l'OCDE, 1950-1968* ; Année 1974 (1973 pour la France et la Belgique) : chiffres calculés d'après : FMI, *International Financial Statistics*, novembre 1975.

pas qu'elle tende à s'accroître à un rythme rapide. C'est bien pourquoi les crises cycliques du capitalisme, qui étaient déjà *internationales* du temps de Marx, le sont en quelque sorte *de plus en plus*, les économies nationales étant de plus en plus « solidaires » en même temps que concurrentes sur le marché mondial.

Les conséquences de cette intégration croissante pour notre hypothèse de l'accroissement de la demande « nationale » de biens de consommation sont doubles :

a) Cet accroissement va profiter aux capitalistes du secteur II, *qu'ils soient nationaux ou non*. A moins d'instaurer des mesures protectionnistes (que le PCF ne réclame pas ouvertement mais qui sont dans la logique de ses « propositions »), rien ne dit que l'augmentation des salaires des ouvriers en France ne profitera pas aux fabricants de motos japonaises, de frigidaires italiens ou de vêtements fabriqués à Singapour ; il est même *certain* que *dans une certaine proportion*, qu'il est difficile de chiffrer mais dont on peut dire avec certitude qu'elle a *tendance à croître historiquement*, elle profitera aux marchandises étrangères et non aux capitalistes « nationaux ». Pour reprendre notre exemple chiffré, supposons que sur les 200 de biens du secteur II que consomme la classe ouvrière, 150 sont achetés aux capitalistes « nationaux » et 50 sont importés, alors que simultanément les capitalistes du secteur II exportent également 50 (pour la commodité du raisonnement) du même type de biens. Toutes choses égales par ailleurs, la demande supplémentaire de biens de consommation de 20 se décomposera en 15 allant aux capitalistes « nationaux » et 5 allant aux capitalistes « étrangers ». L'incidence sur le secteur II « national » sera donc non pas de 6,6 % mais de $15/300 = 5\%$, et l'incidence sur la production totale de 1,5 % seulement.

b) Parallèlement, la demande « nationale » de produits « nationaux » du secteur II n'est pas la demande *globale* de ces produits : les industries du secteur II travaillent également pour *l'exportation*, dans une proportion qui elle aussi tend à *croître historiquement*. L'accroissement de la demande « nationale » n'influera donc que sur *une partie* des marchés globaux des industries du secteur II. Si par exemple, en même temps que la demande « nationale » s'accroît légèrement, la demande « étrangère » continue à baisser par suite de l'approfondissement de la crise, le second phénomène peut contrecarrer et réduire à néant l'effet du premier.

Mais de tout cela, les charlatans du national-communisme ne soufflent évidemment mot. Dans leur vision théorique de boutiquiers chauvins, « la France » pourrait « sortir » à elle seule d'une crise qui est par essence *internationale* et dans laquelle les grandes économies capitalistes se sont entraînées mutuellement ! Ils veulent bien du marché mondial lorsque la haute conjoncture permet d'exporter des marchandises et de tailler des positions avantageuses au capital national, mais dès que la tendance se renverse voilà qu'ils « oublient » comme par enchantement son existence ou « découvrent » que « la France est trop dépendante de ses exportations »

et que « la solution est à l'intérieur ». A l'époque de l'impérialisme pourrissant, de la concurrence déchaînée, de l'internationalisation sans précédent de l'économie, ils rêvent d'un capitalisme « raisonnable » avec des échanges « modérés » entre nations « libres et égales » sur un marché mondial « réglementé ». Mais tout cela n'existe que dans leur imagination de petits-bourgeois, et leurs « solutions concrètes » pour « sortir de la crise » ne sont que des contes de fées précisément parce qu'elles « oublient » deux caractéristiques fondamentales du capitalisme, sans lesquelles il ne serait pas le capitalisme, à savoir 1) que sa tendance fondamentale est la production pour la production et l'*accumulation* effrénée qui ne peut se faire qu'*au détriment* de la consommation des producteurs directs ; 2) que les nations capitalistes ne vivent pas en autarcie mais sont étroitement dépendantes les unes des autres sur le marché mondial.

Une « relance de la consommation populaire » ne pourrait avoir qu'une faible incidence sur la machine capitaliste dans son ensemble ; elle ne pourrait en aucun cas « remédier » à une crise généralisée qui se manifeste précisément par une forte chute de la production, qui dépasse partout 10 % et atteint même 15 à 20 % dans certains pays ! Certes cette incidence ne serait pas *nulle*, ce qui explique qu'apparemment les capitalistes ne crachent pas dessus : mieux vaut quelques ventes supplémentaires que pas de ventes du tout ! C'est pourquoi il arrive qu'ils réclament eux aussi, et particulièrement ceux du secteur II, des mesures de relance de la consommation (8) ; mais ils le font *en paroles* seulement, c'est-à-dire en se gardant bien d'appliquer la seule mesure conséquente qui permettrait d'y aboutir, l'*augmentation des salaires* ! Au contraire même, ils font exactement l'opposé en licenciant et en diminuant les salaires dès qu'ils le peuvent. Pris individuellement, chaque capitaliste est en effet, d'un point de vue strictement économique, favorable à l'augmentation des salaires... à condition qu'il s'agisse de ceux des ouvriers des *autres* entreprises, ce qui accroîtrait directement ou indirectement ses marchés, et non de *la sienne*, ce qui diminuerait ses profits. Mais comme *tous* font évidemment le même raisonnement, qui ne fait que

(8) Le PCF n'a pas manqué de saisir l'occasion pour prôner ouvertement l'alliance et la « solidarité » des prolétaires avec leurs exploiters. Ainsi H. Fiszbín écrit dans *France Nouvelle* :

« Une *solidarité de fait* [!], une *convergence dans les luttes* [sic !] peut se manifester désormais *entre les salariés et les petites et moyennes entreprises*. De multiples exemples en sont journalièrement apportés : lorsque les salariés réclament de meilleures conditions de salaire, une augmentation de leur pouvoir d'achat, et que les PME réclament des mesures tendant à accroître la consommation populaire, les uns et les autres mènent un combat parallèle contre le même adversaire : le pouvoir des monopoles » (*France Nouvelle*, 28-8-1974 — souligné par nous).

Il ne vient évidemment pas à l'esprit des capitalistes « non monopolistes » que le meilleur moyen d'accroître la consommation de « leurs » ouvriers est... d'augmenter leurs salaires ! Il vient encore moins à l'esprit de M. Fiszbín que les ouvriers des entreprises « non monopolistes » pourraient accroître leur consommation en arrachant des augmentations de salaires au capital : cela risquerait de nuire à la « convergence dans les luttes » ! Est-il possible de théoriser plus clairement la collaboration de classe et la trahison des luttes ouvrières ?

traduire les lois générales de la production capitaliste, il est exclu, abstraction faite même des considérations de discipline interne de la classe bourgeoise face à la classe ouvrière, qu'ils procèdent à des augmentations de salaires.

Ceci nous amène à conclure que l'hypothèse du réformisme, que nous avons fait semblant de prendre au sérieux pour montrer qu'elle ne pouvait aboutir à aucun *résultat*, est absurde *en tant même qu'hypothèse*. Imaginer que le capitalisme puisse « sortir de la crise » en « relançant la consommation populaire » n'a pas plus de sens que d'imaginer qu'il pourrait tenter d'*éviter* les crises en appliquant préventivement la même thérapeutique. La tendance immanente du capital, comme nous l'avons rappelé, n'est pas d'augmenter les salaires mais de les *diminuer* afin d'accroître ses *profits*. La crise ne renverse pas cette tendance mais *l'aggrave* au contraire, puisqu'elle signifie précisément pour le capital une *baisse* des profits. Conseiller au capital d'augmenter les salaires, c'est-à-dire de diminuer ses profits pour lutter contre les effets d'une crise qui a précisément pour effet de les réduire, a à peu près autant de sens que de conseiller à un naufragé d'aller voir au fond de la mer s'il n'y aurait pas une issue. D'ailleurs, messieurs les nationaux-communistes en sont en réalité bien conscients, puisque derrière leurs belles *phrases* sur la nécessité d'accroître la consommation populaire, tous leurs *actes* consistent à entraver et à paralyser les luttes de la classe ouvrière — qui cherche précisément à *accroître sa consommation* — afin de ne pas compromettre la santé des entreprises et de l'économie nationale par des revendications « irresponsables » qui les mettraient « en péril » ! Qu'en conclure, sinon que leurs propositions, qui semblent à première vue aller dans le sens des intérêts des salariés, n'ont pour objet que de jeter de la poudre aux yeux et de masquer leurs agissements de « labour-lieutenants » de la bourgeoisie chargés de maintenir l'ordre *de l'intérieur* de la classe ouvrière ?

La reprise économique capitaliste a pour condition la réduction de la « consommation populaire »

En réalité, lorsque la machine productive capitaliste « sort de la crise », elle le fait *de la manière exactement inverse* à ce que suggèrent les sornettes réformistes, en *réduisant* la consommation populaire. Pour reconstituer ses profits que la crise a fait baisser, le capital cherche à diminuer ses dépenses de capital variable et à accroître son taux de plus-value ; il se débarrasse de la main-d'œuvre devenue excédentaire par suite du rétrécissement des marchés. Une partie du capital est dévalorisée : les entreprises qui ne peuvent supporter la crise et la concurrence font faillite ou sont rachetées à bas prix par leurs concurrents plus puissants, ce qui entraîne inévitablement de nouveaux licenciements. Le gonflement de l'armée de réserve met les travailleurs en position défavorable pour vendre leur force de travail et aide le capital à diminuer les salaires des travailleurs qui conservent un emploi.

Mais le capital n'en reste pas là. En enfonçant encore plus durement dans les reins de chaque capitaliste individuel l'aiguillon de la concurrence, la crise lui indique en même temps la voie de ce qu'il croit être le salut : *l'investissement*, l'achat de machines nouvelles et plus productives qui lui permettront d'être plus compétitif que les concurrents et de leur ravir les marchés supplémentaires qui assureront les profits futurs. « Restructurer », « rationaliser », c'est-à-dire accroître la productivité en augmentant l'intensité du travail et en remplaçant le travailleur par la machine, tel est le mot d'ordre qui resurgit à chaque crise et qui signifie qu'une nouvelle vague de travailleurs va rejoindre dans l'armée de réserve ceux qui y ont été envoyés par la chute de la production. Mais en s'apercevant tôt ou tard qu'il n'y a de salut pour elle que dans la *fuite en avant*, qu'elle doit investir pour sauver son existence et ses profits, chaque entreprise contribue à la reprise de la production des biens d'équipement du secteur I, et par là à la reprise de l'ensemble de la machine productive capitaliste. Ce n'est que lorsque ce mouvement d'investissement se généralise à suffisamment d'entreprises et de branches importantes, et ce non seulement à l'échelle nationale mais à l'échelle internationale, que le mouvement de la production capitaliste dans son ensemble recommence à s'accélérer :

« Sans doute les périodes d'investissement du capital sont fort différentes et sans concordance ; mais la crise sert toujours de départ à un puissant investissement ; elle fournit donc plus ou moins — au point de vue de la société prise dans son ensemble — une nouvelle base matérielle pour le prochain cycle de rotation » (9).

Autrement dit, le capitalisme ne « sort » pas de la crise grâce à l'augmentation de la production de biens du secteur II (au contraire même, la « rationalisation » signifie pendant un certain temps la poursuite des licenciements et donc de la pression sur les salaires), mais à l'opposé par *l'augmentation de la production de biens du secteur I*, et il ne peut en être autrement. Ce mécanisme paraît étonnant ou démentiel ? Certes, mais c'est bien le mécanisme qui correspond aux lois générales de la production capitaliste, à la fuite en avant, à la production pour la production, à l'accumulation sans trêve, à la croissance plus rapide du secteur de la production sociale qui fabrique des biens de production.

En élargissant ainsi à chaque fois sa base productive, le capital ne sort d'une crise qu'en préparant les conditions de crises ultérieures *encore plus vastes*. Cette « progression » spasmodique à travers des alternances de crise et d'expansion lui est *inhérente* et *nécessaire*, comme la respiration à la vie de l'homme. C'est bien pourquoi, contrairement aux sornettes des charlatans réformistes, il n'est pas question d'« éviter » ou de « soigner » les crises du capital — sinon en leur appliquant le seul traitement radical : la mort de ce malade qui se putréfie sur pied en empoisonnant la société tout entière, la destruction systématique de ses restes pourris, la longue et soigneuse désinfection de tous ses miasmes subsistant dans le corps social, et l'anéantissement de tous les germes susceptibles de lui redonner naissance.

(9) *Le Capital*, Livre II, Ed. Sociales, tome IV, p. 171.

programme communiste

revue théorique trimestrielle

Abonnement annuel : 32 F - 320 FB - 4.800 Lires - 20 FS - 200 Esc.
£ 3.50 - \$ 7.00

le prolétaire

journal bi-mensuel

Le numéro : 1 F - 10 FB - 150 Lires - 1 FS
Abonnement annuel : 20 F - 200 FB - 2.500 Lires - 14 FS

communist program

revue trimestrielle

Le numéro : 6 F - 60 FB - 800 Lires - 4 FS - 50 P. - \$ 1.00
Abonnement annuel : 24 F - 240 FB - 3.000 Lires - 16 FS - £ 2.00 - \$ 4.00

il programma comunista

journal bi-mensuel

Le numéro : 1,50 F - 15 FB - 150 Lires - 1 FS
Abonnement annuel : 30 F - 300 FB - 3.500 Lires - 18 FS

el programa comunista

revue trimestrielle

Le numéro : 4 F - 40 FB - 600 Lires - 2,50 FS
Abonnement annuel : 16 F - 160 FB - 2.400 Lires - 10 FS

